REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

ANALYSE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË

Crise alimentaire pour 28,8 millions de personnes à cause de la persistance des conflits armés et l'expansion de la maladie à virus Ebola

SEPTEMBRE 2026 – JUIN 2027

Publié le 30 octobre 2026

ACTUELLE : SEPTEMBRE – DÉCEMBRE 2026

28,8M

23% de la population analysée

Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou plus)

AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE

Phase 5	0 Catastrophe
Phase 4	3 609 000 Urgence
Phase 3	25 232 000 Crise
Phase 2	58 224 000 Stress
Phase 1	42 024 000 Sécurité alimentaire

PROJETÉE : JANVIER – JUIN 2027

30,3M

23% de la population analysée

Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou plus)

AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE

Phase 5	0 Catastrophe
Phase 4	4 187 000 Urgence
Phase 3	26 118 000 Crise
Phase 2	58 781 000 Stress
Phase 1	40 004 000 Sécurité alimentaire

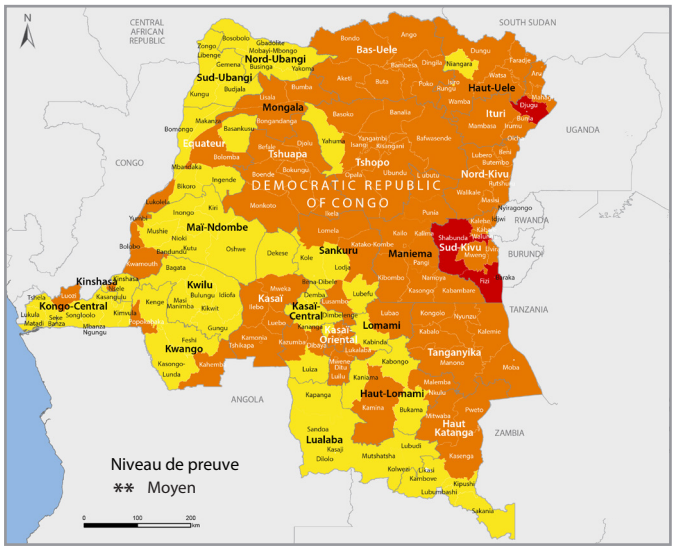
VUE D'ENSEMBLE

La situation de la sécurité alimentaire demeure préoccupante en République Démocratique du Congo (RDC), en particulier dans l'Est du pays où l'insécurité persistante continue d'affecter les moyens d'existence des ménages, dans un contexte de profonde vulnérabilité et d'exposition à des chocs multiples. Selon les résultats de cette analyse IPC, 23% de la population analysée, soit près de 28,8 millions de personnes, sont confrontés à une insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) sur la période actuelle de septembre à décembre 2026. Parmi elles, 25,2 millions de personnes (20% de la population analysée) sont classées en Phase 3 de l'IPC (Crise) tandis que 3,6 millions de personnes (3%) se trouvent en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Cette situation représente une aggravation par rapport aux estimations précédentes, notamment dans les provinces du nord-est du pays, à cause de la persistance des conflits armés, des déplacements de populations et des perturbations économiques en lien avec la maladie à virus Ebola et aux conflits affectant l'accès à l'alimentation des ménages.

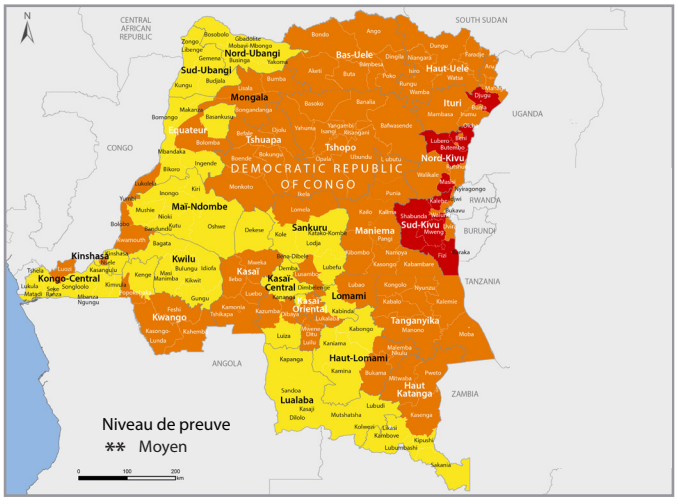
Les zones les plus touchées demeurent principalement les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri, où près de 10,4 millions de personnes sont classées en Phase 3 ou plus de l'IPC, dont près de 3 millions en Phase 4 (Urgence). Les territoires de Djugu (Ituri) et Fizi, Shabunda et Walungu (Sud Kivu), sont classés en Phase 4 de l'IPC (Urgence) avec entre 45% et 55% de leur population en Phase 3 ou plus de l'IPC.

Les ménages pauvres et très pauvres, les personnes déplacées, les rapatriés et les réfugiés demeurent les populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire en raison de leur accès limité aux terres, aux actifs productifs et aux opportunités économiques. La situation est aggravée par la persistance des conflits armés, particulièrement dans l'est du pays, la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que la faible performance des activités agricoles. Les épidémies récurrentes telles que Ebola, le choléra, le Mpox, la rougeole et les maladies diarrhéiques continuent également d'affecter les moyens d'existence des ménages.

Situation actuelle : septembre – décembre 2026



Situation projetée : janvier – juin 2027



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

- 1- Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones à preuve insuffisante
- Zones non analysée

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation de PDI/autres Réfugiés
- Classification des zones d'installation urbaines

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25 % des ménages ont entre 25 % et moins de 50 % de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.
- Au moins 25 % des ménages ont 50 % ou plus de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.

À cela s'ajoutent les chocs climatiques, les maladies animales et des cultures, la dégradation des infrastructures routières, les difficultés de conservation des produits agricoles et l'accès limité à l'eau potable et aux services d'assainissement. Tous ces facteurs contribuent à la détérioration de la sécurité alimentaire. L'expansion de la maladie à Virus Ebola contraint et réduit l'accès physique, la perte de la main-d'œuvre agricole, la perturbation des calendriers agricoles, la perturbation des calendriers agricoles l'effondrement des revenus dans les zones affectées de l'Est du pays, limitant la disponibilité et l'accès alimentaire des ménages touchés.

Pour la période projetée de janvier à juin 2027, la situation alimentaire devrait continuer à se détériorer. Ainsi, 30,3 millions de personnes, soit 23% de la population analysée, sont attendues en Phase 3 ou plus de l'IPC, représentant une augmentation de près de 1,5 million de personnes par rapport à la période courante. Parmi elles, 26,1 millions de personnes (20%) seraient en Phase 3 (Crise) et 4,2 millions (3%) en Phase 4 (Urgence). La détérioration est matérialisée par une augmentation plus marquée de la population en Phase 3 ou plus dans les provinces de l'Est du pays affectées par les conflits et les déplacements prolongés, ce qui masque les relatives améliorations observées dans les autres provinces. Cette situation s'explique par l'avènement attendu d'El Niño, susceptible d'entraîner des pluies abondantes et des inondations affectant les cultures, la persistance des conflits armés qui continuent de dégrader les conditions de vie des populations, ainsi que la propagation de la maladie à virus Ebola. À cela s'ajoute la hausse des prix des denrées alimentaires, des intrants agricoles et du carburant, soutenue par les perturbations du commerce international et l'enclavement de certaines zones de production.

Cette situation s'explique par l'avènement attendu d'El Niño, susceptible d'entraîner des pluies abondantes et des inondations affectant les cultures, la persistance des conflits armés qui continuent de dégrader les conditions de vie des populations, ainsi que la propagation de la maladie à virus Ebola. À cela s'ajoute la hausse des prix des denrées alimentaires, des intrants agricoles et du carburant, soutenue par les perturbations du commerce international et l'enclavement de certaines zones de production.

Facteurs déterminants



Conflits, insécurité et déplacements de populations

Les conflits armés entraînent des pertes d'actifs productifs, des restrictions d'accès aux terres agricoles, des perturbations des moyens d'existence et des marchés en plus d'engendrer des déplacements massifs de populations. Le nord-est du pays est la partie la plus affectée, notamment les deux provinces du Kivu et de l'Ituri.



Dégradation des moyens d'existence et du pouvoir d'achat

L'érosion suite aux effets des crises au Moyen-Orient, en mer Rouge et en Ukraine combinés à l'érosion des actifs productifs, limitent les flux commerciaux des produits importés et de carburant. Le prix du litre d'essence a augmenté de plus de 70% en septembre 2026 comparé à septembre 2025 dans le territoire de Lubefu au Sankuru et la ville de Kalemie dans le Tanganyika.



Impact de la maladie à virus Ebola

Une nouvelle épidémie due au virus Bundibugyo a été déclarée en 2026 dans l'est de la RDC (précisément en Ituri qui demeure l'épicentre de l'épidémie). Selon l'OMS, à la date du 6 octobre 2026, 8 728 cas étaient confirmés dont 4 205 décès soit un taux de létalité brut de 48,2 %. Ituri reste la province la plus touchée avec 85% des cas, suivie du Nord-Kivu, Tshopo et Sud-Kivu. La disponibilité et l'accès alimentaire restent préoccupants pour les ménages touchés.



Baisse de la production agricole

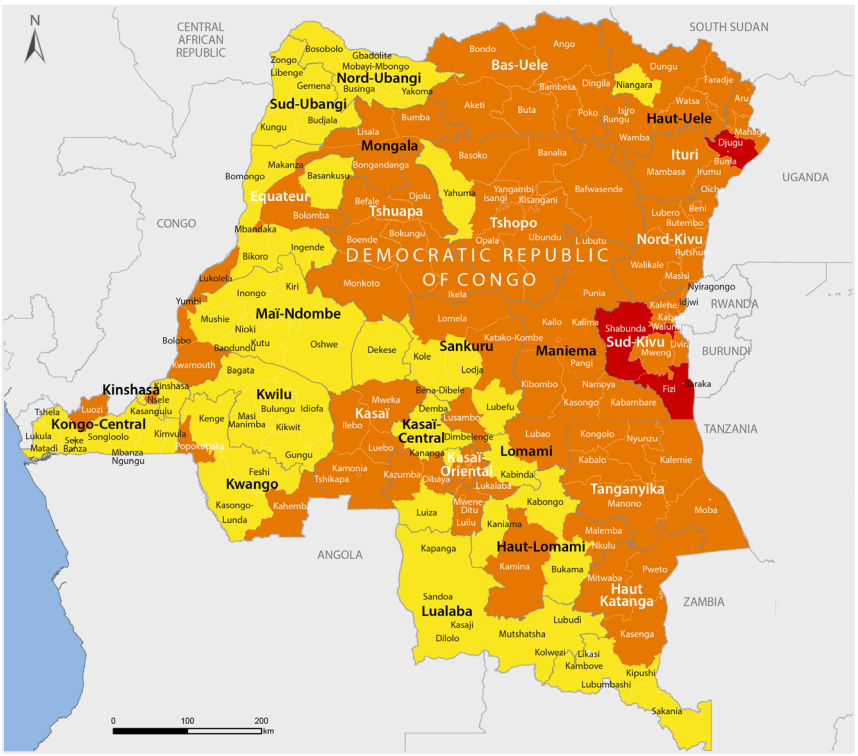
L'accès limité aux intrants agricoles de qualité et aux semences, les perturbations des activités agricoles en lien avec l'insécurité, la baisse des opportunités de main d'œuvre et aux aléas climatiques, réduisent les disponibilités alimentaires et les revenus agricoles. Cela érode les moyens de subsistance habituels des ménages.



Vulnérabilités nutritionnelles et services de base insuffisants

Les épidémies récurrentes, notamment le Mpox, le choléra, le paludisme et d'autres urgences sanitaires, continuent de perturber les activités économiques et agricoles et limitent la mobilité des populations, augmentant les dépenses des ménages et accentuant la pression sur des systèmes de santé déjà fragilisés.

CARTE ET TABLEAU DES POPULATIONS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AIGUE ACTUELLE (SEPTEMBRE – DECEMBRE 2026)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population

- 1- Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones à preuve insuffisante
- Zones non analysée

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation de PDI/autres Réfugiés
- Classification des zones d'installation urbaines

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25 % des ménages ont entre 25 % et moins de 50 % de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.
- Au moins 25 % des ménages ont 50 % ou plus de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.

Niveau de preuve

** Moyen

Province	Population de la zone	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%	#per.	%
Bas-Uele	1,355,725	306,477	23	756,333	56	292,917	22	0	0	0	0	292,917	22
Equateur	4,656,360	1,389,033	30	2,555,924	55	711,405	15	0	0	0	0	711,405	15
Haut-Katanga	8,769,268	3,025,378	34	4,598,378	52	1,099,646	13	45,868	1	0	0	1,145,514	14
Haut-Lomami	4,450,794	1,361,083	31	2,327,635	52	705,481	16	56,596	1	0	0	762,077	17
Haut-Uele	2,401,885	792,606	33	1,089,081	45	512,968	21	7,230	0	0	0	520,198	21
Ituri	7,544,854	1,988,691	26	2,863,689	38	1,918,998	25	773,477	10	0	0	2,692,475	35
Kasaï	4,525,725	1,210,631	27	2,182,473	48	1,132,622	25	0	0	0	0	1,132,622	25
Kasaï-Central	5,417,696	1,751,482	32	2,745,967	51	920,248	17	0	0	0	0	920,248	17
Kasaï-Oriental	4,916,579	1,072,040	22	2,807,566	57	1,036,971	21	0	0	0	0	1,036,971	21
Kinshasa	15,786,484	6,643,641	42	6,514,675	41	2,628,169	17	0	0	0	0	2,628,169	17
Kongo-Central	7,828,041	3,598,663	46	3,121,496	40	1,107,888	14	0	0	0	0	1,107,888	14
Kwango	3,654,495	1,102,646	30	1,932,587	53	619,264	17	0	0	0	0	619,264	17
Kwilu	7,655,592	3,198,948	42	3,428,712	45	1,027,934	13	0	0	0	0	1,027,934	13
Lomami	4,272,399	1,298,811	30	2,158,656	51	814,932	19	0	0	0	0	814,932	19
Lualaba	4,136,200	1,408,873	34	2,177,675	53	549,653	13	0	0	0	0	549,653	13
Maï-Ndombe	3,214,634	1,338,207	42	1,347,177	42	529,250	16	0	0	0	0	529,250	16
Maniema	3,270,208	1,039,992	32	1,265,800	39	757,512	23	206,905	6	0	0	964,417	29
Mongala	2,299,010	648,169	28	1,158,567	50	492,274	21	0	0	0	0	492,274	21
Nord-Kivu	9,260,129	2,206,177	24	3,125,250	34	2,790,132	30	1,138,572	12	0	0	3,928,704	42
Nord-Ubangi	1,552,648	832,107	54	528,692	34	191,849	12	0	0	0	0	191,849	12
Sankuru	2,356,491	779,589	33	1,130,560	48	427,087	18	19,255	1	0	0	446,342	19
Sud-Kivu	8,832,569	1,606,368	18	3,493,599	40	2,599,943	29	1,132,663	13	0	0	3,732,606	42
Sud-Ubangi	3,706,927	1,440,441	39	1,790,578	48	475,908	13	0	0	0	0	475,908	13
Tanganyika	3,222,539	901,757	28	1,193,707	37	940,793	29	186,283	6	0	0	1,127,076	35
Tshopo	2,242,491	567,992	25	1,165,926	52	466,278	21	42,297	2			508,575	23
Tshuapa	1,759,192	514,101	29	763,405	43	481,688	27	0	0	0	0	481,688	27
Total général	**129,088,935**	**42,023,903**	**32**	**58,224,108**	**45**	**25,231,810**	**20**	**3,609,146**	**3**	**0**	**0**	**28,840,956**	**23**

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ACTUELLE (SEPTEMBRE – DECEMBRE 2026)

L'analyse de la situation courante (septembre à décembre 2026) estime que 28,8 millions de personnes, soit 23% de la population analysée, sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) nécessitant une action urgente. Parmi elles, 25,2 millions de personnes sont en Phase 3 de l'IPC (Crise) et 3,6 millions de personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Une grande proportion de la population (45%) demeure en Phase 2 de l'IPC (Stress), conformément aux analyses antérieures. Ces chiffres représentent une augmentation par rapport aux estimations de septembre 2025, qui avait considéré à 24,8 millions le nombre de personnes qui se trouveraient en phase 3 ou plus de l'IPC, soit 21% de la population totale analysée.

L'insécurité alimentaire aiguë demeure très préoccupante dans les territoires de Djugu (Ituri) et Fizi, Shabunda et Walungu (Sud Kivu), seules zones classées en Phase 4 de l'IPC (Urgence) où 45 % à 55% de leur population est en Phase 3 ou plus de l'IPC. Les territoires de Djugu (Ituri) et Masisi (Nord Kivu) regroupent plus d'un million de personnes en (Phase 3 ou plus de l'IPC).

Les populations les plus affectées sont principalement les ménages pauvres et très pauvres qui ont de faibles capacités de production agricole et qui ont connu des chocs liés à l'exploitation agricole et les conflits armés ou ceux dont l'accès aux produits forestiers non ligneux est limité. A cela s'ajoutent les ménages qui subissent les effets de l'expansion de la maladie à virus Ebola, les ménages pauvres en milieu urbain qui dépendent des marchés pour leurs approvisionnements en denrées alimentaires, dans un contexte de hausse des prix. La situation alimentaire reste également préoccupante pour les rapatriés, les réfugiés et les personnes déplacées internes en raison de leur accès limité à la terre, aux actifs productifs et aux opportunités économiques.

Selon UNHCR, au 30 juin 2026, le pays compte environ 6,102,288 personnes déplacées en interne, 601,675 réfugiés et demandeurs d'asile et 3,643,401 retournés. Cela exerce une pression supplémentaire dans les zones d'accueil sur les ressources locales déjà limitées, limitant les services sociaux (santé et éducation) de base et dépassant les capacités d'assistance alimentaire déjà programmées.

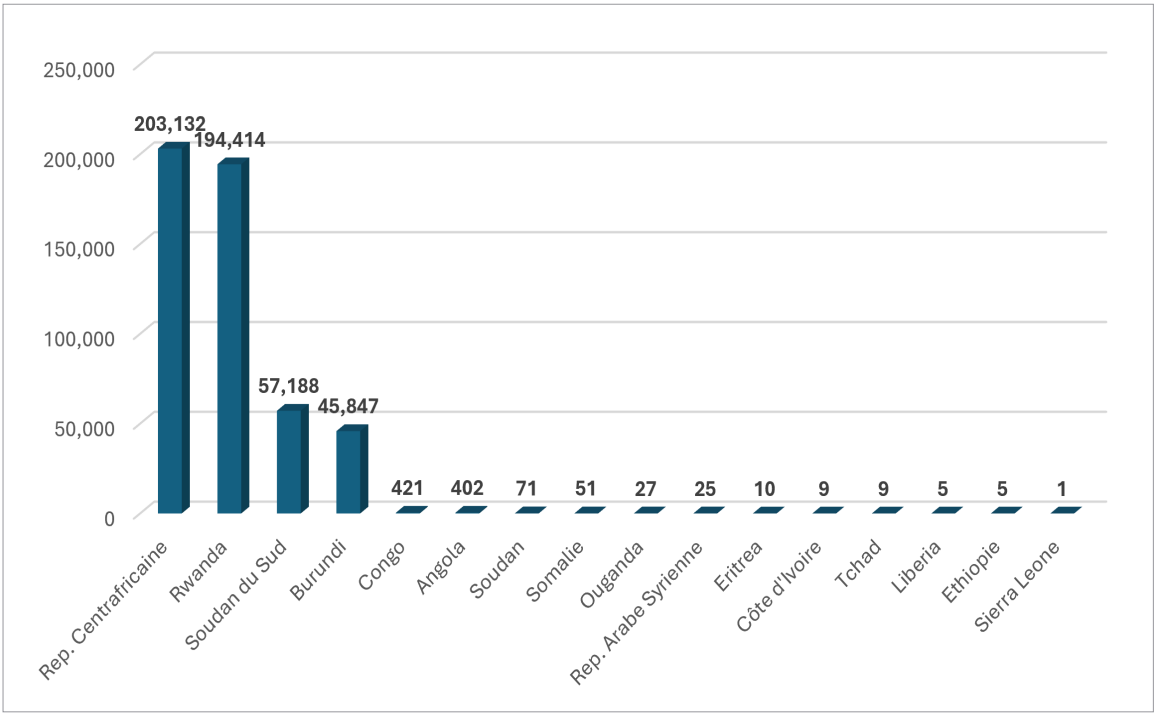
Au cours de la période actuelle (septembre – décembre 2026), la situation alimentaire est marquée par la prévalence et l'expansion des épidémies et des maladies telles que la maladie à virus Ebola, le choléra, le Mpox, les diarrhées et la rougeole qui érodent les avoirs et affectent les activités de production des ménages. La persistance des conflits, surtout à l'est du pays, contribue également à la dégradation de la situation alimentaire, provoquant le déplacement massif des populations et entrainant la perte d'emploi ainsi que l'abandon des activités agropastorales. A cela s'ajoute la vulnérabilité des ménages face aux chocs climatiques, le prix élevé des denrées alimentaires et du carburant, les attaques des cultures et épizooties, la faible technicité des producteurs, la monotonie et la dépendance aux cultures de subsistance. La situation est exacerbée par l'incapacité de conservation des produits périssables, la dégradation avancée du réseau routier (desserte agricole) et l'accès limité à l'eau potable et à l'assainissement.

Développement du contexte politique sécuritaire et mouvement des populations

En dépit d'une mise en place de mécanismes de discussions entre le gouvernement et le mouvement AFC/M23, la situation sécuritaire ne s'est guère améliorée dans l'est de la République Démocratique du Congo, notamment dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri et Tanganyika. La situation demeure aussi préoccupante qu'incertaine sur le terrain. Les différentes parties du conflit, restent engages dans des hostilités en dépit des processus de paix appuyés par des partenaires africains et internationaux. Les escalades sur les lignes de fronts et les attaques aériennes continuent à entraîner des déplacements massifs de populations depuis le début de l'année 2026 dans les territoires de Fizi, Uvira, Kalehe, Walungu, Shabunda et Mwenga dans le Sud Kivu et Masisi, Walikale, Lubero et Rutshuru dans le Nord Kivu. La province de Tanganyika, et dans une moindre mesure celles du Haut-Katanga et de la Tshopo ainsi que la République du Burundi, ont accueilli plus d'une centaine de milliers de personnes déplacées internes et réfugiées fuyant les hostilités dans le Sud Kivu. L'activisme de certains groupes armés dans le Tanganyika, le Haut-Katanga et la présence des ADF en Ituri, marqués par des incursions répétitives, se sont intensifiées récemment dans les territoires de Mambasa et Beni. Les incursions ont également été signalées dans le territoire de Wamba dans le Bas-Uélé, mettant en danger les vies de milliers de personnes dans un contexte très délicat de gestion de l'épidémie de la maladie à virus Ebola. Dans le territoire de Djugu, on assiste à un autre front entre groupes armés et forces de sécurité depuis janvier 2026.

Selon les données de déplacement de l'OIM d'avril 2026, l'est de la RDC compte environ 2,7 millions de personnes déplacées internes, avec une majorité des déplacements au niveau national principalement dus aux conflits. Le Sud-Kivu (1,23 million) et le Nord-Kivu (1,5 million) concentrent les effectifs les plus élevés, suivis de l'Ituri (0,92 million) et du Tanganyika (0,38 million). Les déplacements restent dynamiques en raison de l'insécurité persistante et des mouvements secondaires. Environ 4 millions de retournés ont regagné leurs milieux d'origine dans une situation très fragile marquée par la destruction des moyens de subsistance et des services de base, tandis que la majorité des déplacés vivent au sein des communautés hôtes, accentuant la pression sur des ressources déjà limitées. La plupart des réfugiés proviennent des zones locales en République Centrafricaine (40,5%) suivi du Rwanda (38,8%), du Soudan du Sud (11,4%) et du Burundi (9,1%).

Figure 1: Réfugiés par zone d'origine. *Source : UNHCR, Aout 2026*



Situation pluviométrique, production locale et disponibilité alimentaire

Le premier trimestre 2026 a été marqué par un déficit pluviométrique dans le sud-ouest du pays, tandis que des précipitations supérieures à la moyenne ont arrosé le Nord et certaines régions du centre. En revanche, le second trimestre a été globalement marqué par d'importants déficits pluviométriques sur une grande partie du pays. En juin 2026, des pluies supérieures à la moyenne ont touché le nord, alors que l'Est et l'Ouest accusaient de faibles pluviométries. En juillet 2026, une forte reprise des pluies a été observée dans la majorité des régions septentrionales et centrales, entraînant un indice de précipitation plus humide que la moyenne, à l'exception de quelques poches de sécheresse au Nord-Est et à l'Ouest. Une tendance plus sèche que la normale s'est installée dans les provinces du centre-ouest, du centre et de l'est, tandis que les températures maximales sont restées très élevées.

Le démarrage de la saison agricole est cependant resté globalement favorable au développement végétatif dans le Centre et l'Est du pays. Malgré l'appui du Gouvernement national avec le lancement de la campagne agricole 2026-2027, la production agricole locale en RDC devrait rester globalement sous pression, car l'insécurité dans l'Est limite l'accès aux champs et aux intrants ainsi que les opportunités de main-d'oeuvre. À cela s'ajoute le déficit d'infrastructures (dégradation des routes de desserte agricole) qui reste le frein principal, limitant l'approvisionnement des récoltes des zones rurales vers les grands centres de consommation. Dans les zones moins affectées par les conflits, les récoltes de la saison devraient mieux soutenir la disponibilité alimentaire, mais elles ne suffiraient pas à compenser les pertes cumulées des saisons précédentes. En conséquence, la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages pourrait s'accroître à l'approche de la prochaine période de soudure en début 2027.

Figure 2: Indice des conditions de végétation (VCI.)

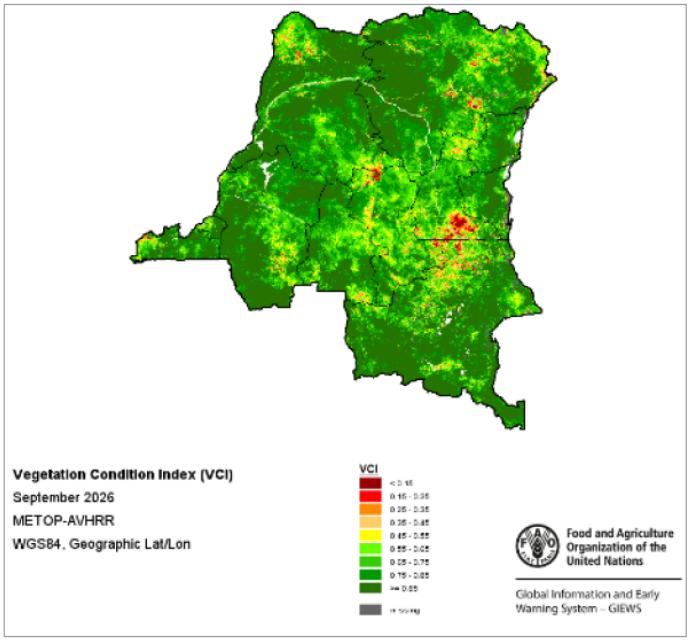


Figure 3: Anomalie du NDVI, différence relative par rapport à la moyenne à long terme

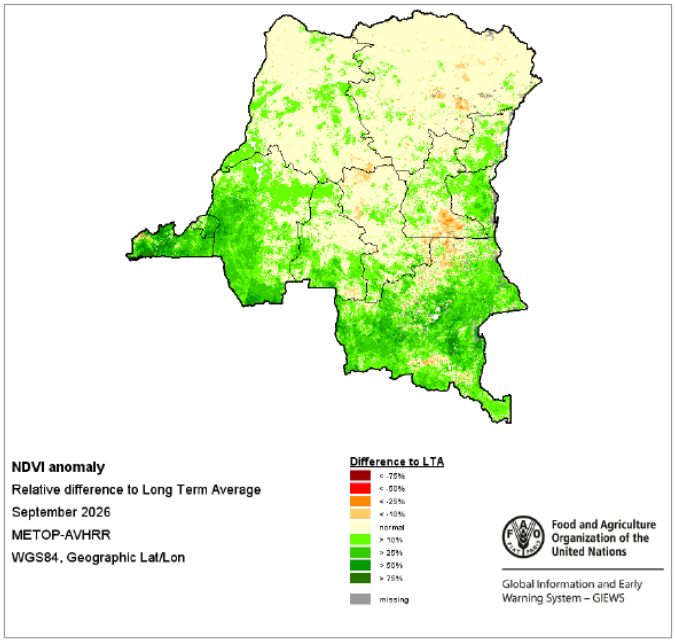


Figure 4: Anomalie des précipitations - écart relatif par rapport à la moyenne à long terme

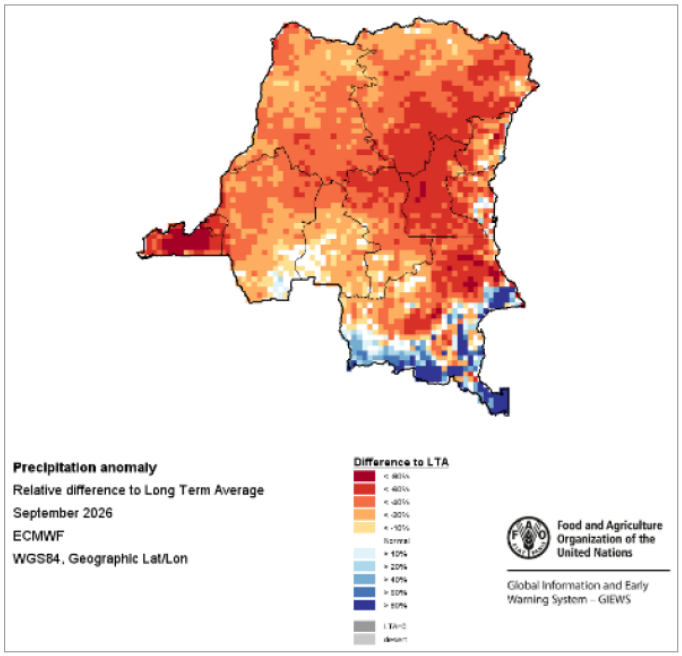
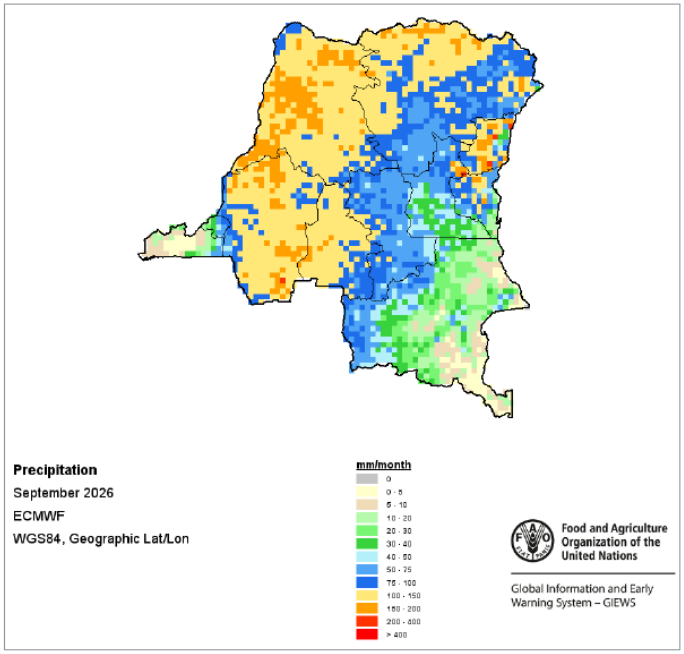


Figure 5: Précipitations



Source : GIEWS/FAO, Octobre 2026

Accès alimentaire, situation des marchés et évolution des prix des denrées alimentaires

Après les fortes pressions inflationnistes observées ces dernières années, la situation des prix s'est progressivement stabilisée en 2025, avec une baisse de l'inflation d'environ 11 % en début d'année à près de 2% en décembre. En 2026, une légère remontée est observée et l'inflation atteint 3,4 % en septembre, tout en restant à des niveaux nettement inférieurs à ceux enregistrés auparavant. Cette évolution traduit une amélioration de la stabilité des marchés et un ralentissement de la dégradation du pouvoir d'achat des ménages. Toutefois, le coût de la vie continue d'augmenter, rendant l'accès alimentaire limité pour les populations les plus vulnérables. À Kinshasa, les tendances observées reflètent globalement la dynamique nationale. Après avoir reculé de 12,6% en janvier 2025 à 2,1% en décembre de la même année, l'inflation annuelle a légèrement progressé pour atteindre 3,1% en septembre 2026. Cette évolution témoigne d'une amélioration du fonctionnement des marchés urbains et d'un environnement économique plus prévisible. Néanmoins, le niveau général des prix demeure élevé par rapport à la période précédant les fortes tensions inflationnistes, continuant d'affecter le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables. Dans ce contexte, la surveillance continue des prix demeure essentielle pour prévenir la spéculation par certains acteurs du marché et aussi garantir un alignement des politiques nationales pour contenir la hausse généralisée des prix.

Cette situation se matérialise par une stabilité des prix sur les produits de première nécessité au niveau national. Le prix du haricot en provenance de l'Est connaît une hausse légère depuis le mois d'avril 2026 de même que le riz importé, entre juin et juillet 2026 pour se stabiliser sur les mois suivants. De manière générale, certaines zones (provinces de Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri et Kasai) ont connu des hausses de prix de plus de 10% par rapport à la moyenne pour la farine de maïs, de manioc, du haricot vert, et du riz importé à cause des difficultés de transports induits par le mauvais état des routes, le manque d'infrastructures de stockages et la hausse de prix du carburant.

Plusieurs zones rurales, en particulier celles de l'est du pays, restent enclavées en raison des conflits persistants et de la dégradation des infrastructures routières. Cette situation entrave la mobilité des personnes et des biens, limite les flux commerciaux de marchandises, et complique l'acheminement de l'aide humanitaire vers les zones concernées.

Figure 6: Inflation en glissement annuel

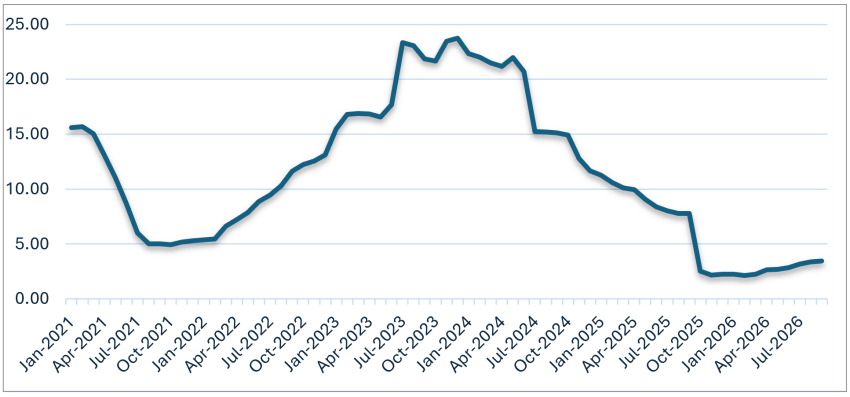


Figure 7: Impact Ebola sur l'approvisionnement - produits importés

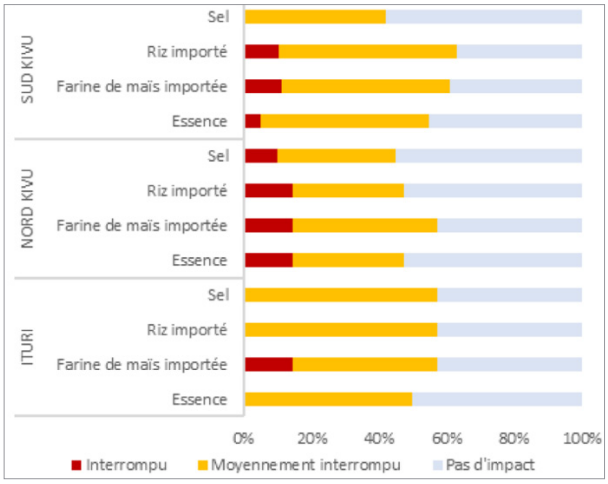
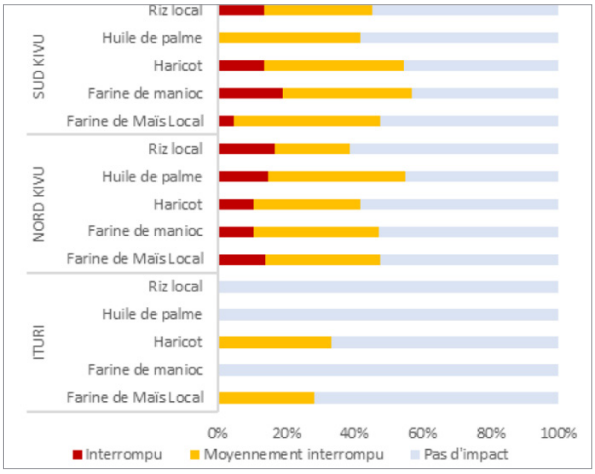


Figure 8: Impact Ebola sur l'approvisionnement - produits locaux



Source : PAM, Septembre 2026

Impacts des crises au Moyen-Orient, en mer Rouge et en Ukraine

Les conflits qui se poursuivent en Ukraine, en mer Rouge et plus récemment au Moyen-Orient continuent d'entraîner des répercussions bien au-delà de leurs zones géographiques. En RDC, ces crises se font sentir principalement à travers les marchés urbains, le prix des hydrocarbures, les échanges commerciaux et les coûts de transport. En raison de sa forte dépendance aux importations de produits alimentaires, de carburants et d'autres biens essentiels, le pays demeure particulièrement sensible aux perturbations des grandes routes maritimes internationales. Les tensions dans la région de la mer Rouge et autour du détroit d'Ormuz ont déjà contribué à renchérir les coûts du fret et à compliquer les chaînes d'approvisionnement, entraînant une plus grande volatilité des prix sur les marchés internationaux. Une aggravation ou une extension des conflits, notamment dans la zone stratégique du détroit de Bab al-Mandab, pourrait accentuer davantage ces pressions.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que la RDC importe une part importante de ses besoins alimentaires, notamment en blé, riz, maïs, huiles végétales, produits halieutiques et volailles. Lorsque les coûts de transport et d'importation augmentent, leurs effets se répercutent progressivement sur les marchés locaux à travers la hausse des prix des denrées alimentaires et des autres produits de consommation courante. Bien que l'inflation globale ait montré des signes d'amélioration ces dernières années, les augmentations récentes des prix du carburant continuent de réduire le pouvoir d'achat des ménages, en particulier dans les zones urbaines et parmi les populations les plus vulnérables qui dépendent largement des marchés pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Les conséquences de ces chocs externes s'ajoutent à des fragilités déjà importantes auxquelles fait face le pays (persistance de l'insécurité dans l'Est de la RDC, déplacements de populations, épidémies récurrentes telles que la MVE, ou le Mpox, contraintes d'accès humanitaire) et qui continuent d'affaiblir les moyens d'existence de nombreux ménages. Dans ce contexte, toute nouvelle perturbation des marchés internationaux risque de rendre l'alimentation encore moins accessible pour une partie de la population. Les provinces de l'Est, déjà confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, demeurent les plus exposées à ces effets combinés.

Dans l'ensemble, les crises au Moyen-Orient, en mer Rouge et en Ukraine agissent comme des facteurs aggravants d'une situation déjà fragile. En accentuant les pressions sur les prix, les coûts d'approvisionnement et les moyens d'existence des ménages, elles renforcent les risques pour la sécurité alimentaire du pays. Cette situation met en évidence l'importance d'accélérer les efforts visant à renforcer la production agricole locale, diversifier les sources d'approvisionnement et développer la résilience des ménages afin de mieux faire face aux chocs externes et préserver durablement leur accès à l'alimentation.

Les indicateurs directs de la sécurité alimentaire

Les preuves directes de premier niveau utilisées pour cette analyse IPC IAA sont principalement issues des enquêtes DIEM de la FAO (août-septembre 2026), CAID (février-mars 2026), CFSVA réalisée conjointement par l'INS, le PRONANUT et le PAM entre juillet et septembre 2026 et MSNA de REACH (juin-août 2026). Pour le CFSVA, la proportion des ménages avec un Score de Consommation Alimentaire (SCA) Pauvre et Limite est passée de 55,1% à 42,9% entre 2025 et 2026. On note tout de même une forte dégradation dans les zones de l'Est du pays. Les territoires les plus préoccupants incluent Masisi, Nyiragongo et Lubero (Nord-Kivu), Kalehe et Walungu (Sud-Kivu) et Kongolo (Tanganyika) avec une consommation Pauvre moyenne de plus de 50%. Concernant la diversité alimentaire, les résultats montrent que les ménages maintiennent une certaine diversité mais avec des quantités ou fréquences insuffisantes. Pour les stratégies liées aux moyens d'existence, il ressort que Kongolo et Shabunda présentent des proportions de ménages recourant à des stratégies d'Urgence supérieures à plus de 35% alors que Kalehe montre des taux supérieurs à 45%

En considérant l'enquête MSNA de REACH, l'Ituri est la province la plus affectée avec en moyenne 71% des ménages qui présentent un SCA Limite. L'insécurité alimentaire affecte la majorité des ménages qui adoptent des stratégies de crise et d'urgence pour faire face à la perte des moyens d'existence, particulièrement dans la province de l'Ituri (65% de crise et 11% d'urgence), Nord-Kivu (47% de crise et 11% d'urgence), Sud-Kivu (48% de crise et 16% d'urgence), Tanganyika (46% de crise et 27% d'urgence) et le Maniema (35% de crise et 21% d'urgence). Le recours aux stratégies d'urgence (la mendicité, faire la manche ou hypothéquer, vendre sa maison ou la terre) observé dans plusieurs zones traduit une forte érosion des moyens d'existence des ménages les plus vulnérables.

Principales épidémies et situation nutritionnelle

La persistance des épidémies, conjuguée à l'insécurité et aux déplacements de population, réduit la main-d'œuvre agricole, perturbe les marchés, diminue les revenus et accroît les dépenses de santé. Ces facteurs fragilisent les moyens d'existence des ménages et aggravent leur vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle, particulièrement pour les ménages déjà en situation de précarité. Le renforcement de la surveillance épidémiologique, de la vaccination, de l'accès à l'eau potable et des interventions intégrées de santé, nutrition et sécurité alimentaire demeure essentiel.

- **Maladie à virus Ebola :** Après la clôture de l'épidémie de Bulape (Kasaï) en décembre 2025, une nouvelle épidémie due au virus Bundibugyo a été déclarée en 2026 dans l'est de la RDC (précisément en Ituri qui demeure l'épicentre de l'épidémie). À la date du 6 octobre 2026, l'OMS rapportait 8 728 cas confirmés et 4 205 décès soit un taux de létalité brut de 48,2 %. Les cas étaient répartis dans 64 zones de santé (ZS) de sept provinces : Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Sud-Ubangi et Tshopo. Ituri reste la province la plus touchée avec 85% des cas, suivie du Nord-Kivu, Tshopo et Sud-Kivu. L'insécurité et les difficultés d'accès aux zones affectées compliquent la riposte et accroissent les risques pour les populations vulnérables. Les périodes de pics d'infection coïncident souvent avec les périodes cruciales de semis ou de récolte et cela entraine des contraintes sur l'accès physique, la perte de la main-d'œuvre agricole et la perturbation des calendriers agricoles, pour les ménages touchés par la maladie ou placés en quarantaine stricte. A cela s'ajoute la fermeture des marchés locaux et des frontières pour limiter la propagation du virus, entrainant l'inflation et la flambée des prix en plus de contribuer à l'effondrement des revenus de ces ménages. Cela limite la disponibilité et l'accès alimentaire, perturbant gravement la situation alimentaire et nutritionnelle des populations affectées.
- **Choléra :** La maladie demeure une urgence de santé publique en RDC. La surveillance épidémiologique rapportait un cumul de 44 773 cas et 1303 décès dans le pays pour la période allant du 1er janvier au 30 août 2026. La propagation est favorisée par l'accès limité à l'eau potable, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement, les inondations et les déplacements de population. Au total, 19 des 26 provinces étaient touchées. Les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu figuraient parmi les plus affectées, avec une recrudescence également préoccupante au Kwango et au Sud-Ubangi.
- **Rougeole :** Au cours des semaines 1 à 34 de 2026, 122 236 cas suspects et 1 593 décès avaient été signalés dans les 26 provinces. Les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement exposés, notamment dans les zones à faible couverture vaccinale.
- **Mpox :** Malgré l'annonce de la fin de l'épidémie en tant qu'urgence nationale en avril 2026, la surveillance reste nécessaire pour détecter d'éventuels nouveaux cas et prévenir la transmission. La persistance du Mpox peut entraîner des besoins supplémentaires en matière de prévention, de diagnostic, de prise en charge et de sensibilisation communautaire. Dans les zones touchées, les répercussions potentielles sur les moyens d'existence, les revenus des ménages et l'accès aux services essentiels doivent être prises en compte dans l'analyse de la vulnérabilité.

La situation nutritionnelle quant à elle reste préoccupante depuis plusieurs décennies. Le bulletin de surveillance nutritionnelle et suivi des alertes précoces (SNSAP) du Programme national de Nutrition (PRONANUT) d'avril à juin 2026 rapporte au total 52 ZS en alerte et 53 ZS en urgence. La majorité de ces zones sont situées dans les provinces de l'Equateur, Kwango, Nord-Ubangi et Maniema. La couverture de zones par les enquêtes nutritionnelles reste toutefois faible.

Aperçu de l'assistance humanitaire en sécurité alimentaire

Selon les données du Cluster Sécurité Alimentaire couvrant la période de janvier à juillet 2026, environ 3,99 millions de personnes ont été touchées au moins une fois par une intervention. Parmi elles, 3,55 millions ont bénéficié d'une assistance alimentaire d'urgence en vivres ou en espèces, et environ 1,11 million d'un appui à la production agricole ou d'un appui aux moyens d'existence. Les personnes atteintes représentent 47,9% de la cible révisée de 8,33 millions de personnes, mais seulement 15 % des 26,5 millions de personnes en insécurité alimentaire pour la période projetée dans l'analyse IPC précédente, soit la mise à jour de la période janvier à juin 2026. La couverture kilo calorique et la durée de l'assistance demeurent également en deçà des normes recommandées par les lignes directrices du Cluster : la ration moyenne rapportée s'élève à 1 822 kcal par personne et par jour, soit 86,8% du standard de 2 100 kcal, tandis que la durée moyenne d'assistance est de 2,47 mois sur les trois mois prévus.

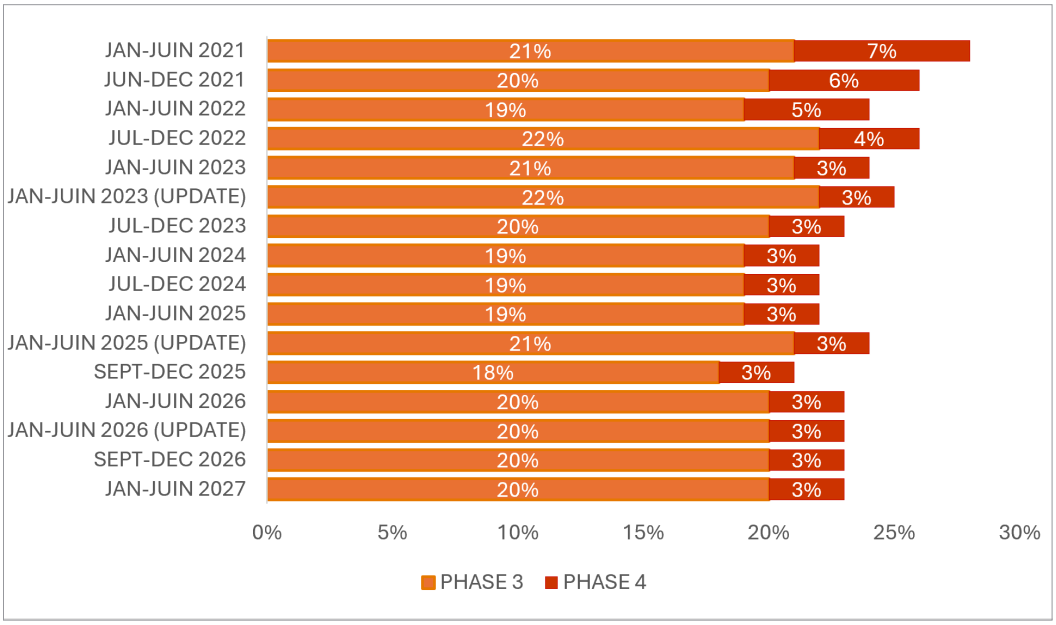
La réponse alimentaire reste fortement concentrée dans l'est de la RDC. La réponse est beaucoup plus concentrée dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika principalement au titre de l'objectif stratégique 1 qui vise à sauver des vies et à alléger les souffrances des personnes touchées par des chocs récurrents. Cette concentration laisse une couverture très limitée dans plusieurs autres provinces, malgré l'existence de besoins. Pour l'objectif stratégique 2, qui vise à améliorer l'accès des personnes affectées par les chocs récurrents à des services de base de qualité afin d'éviter une érosion accrue de leurs capacités d'adaptation, la réponse demeure particulièrement insuffisante. Au total, 324 787 personnes ont été assistées sur une cible de 856 763 personnes, soit 37,9%. Ce décalage traduit un déficit persistant d'appui aux moyens d'existence, y compris dans les provinces où l'assistance alimentaire est la plus importante.

Dans l'ensemble, la réponse a atteint près de la moitié de la cible du HNRP 2026 qui était fixée à 8,3 millions de personnes, mais son intensité, sa durée et son équilibre géographique restent insuffisants au regard de l'ampleur des besoins. La persistance des déficits de financement, des contraintes d'accès physique et de l'insécurité risque de compromettre davantage la continuité des interventions d'urgence dans les zones les plus affectées. D'une manière générale, aucune zone d'analyse ne repond pas aux critères IPC pour une assistance alimentaire humanitaire modérée ou significative.

Comparaison avec les analyses antérieures

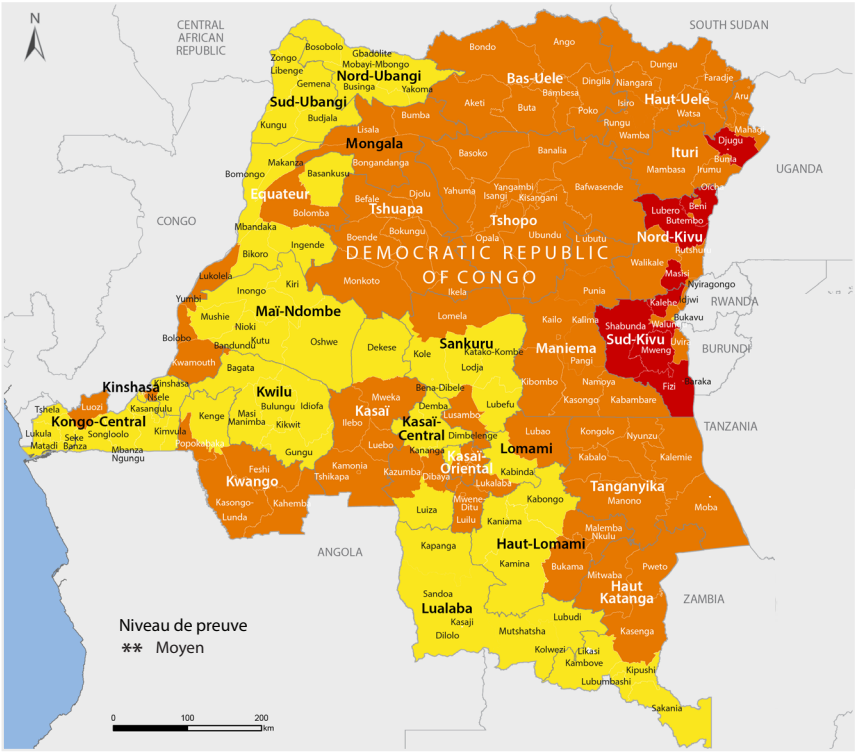
La prévalence de l'insécurité alimentaire (Phase 3 ou pire), est relativement stable au cours des trois dernières cycles d'analyse mais à un niveau supérieur de 23%. Comparé aux résultats des cinq dernières années, cette prévalence est restée stable entre les analyses actuelles et projetées avec environ 20% à 23% de la population en insécurité alimentaire aiguë élevée (situation de crise ou urgence). Cependant, le nombre de personnes en insécurité alimentaire a atteint des records de 28,8 millions de personnes en situation courante et 30,3 millions de personnes en situation projetée en termes de valeur absolue. Cela représente une détérioration significative de la situation alimentaire et nutritionnelle, soutenue par l'augmentation du nombre de personnes en Phase 3 ou plus dans les province de l'Est du pays, qui contrebalance les relatives améliorations observées dans les autres provinces. Cette situation s'explique par la poursuite des affrontements entre l'armée régulière et les groupes armées, de la maladie a virus Ebola avec ses impacts sur la disponibilité et l'accès alimentaire et l'avènement des chocs climatiques (inondations). A cela s'ajoute la baisse significative de la réponse humanitaire au niveau national par les différents acteurs sur le terrain, les déplacements forcés des populations et la faible capacite de résilience des ménages vulnérables. La situation est exacerbée par l'impact des différentes crises aux niveaux régional et international, ce qui affecte les prix des carburants et des intrants agricoles, réduisant la productivité agricole.

Figure 9: Prevalence des populations en phase 3 et 4 de l'IPC de 2020 a 2026



Source: IPC

CARTE ET TABLEAU DE POPULATION DE LA SITUATION PROJETÉE (JANVIER – JUIN 2027)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population

- 1- Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones à preuve insuffisante
- Zones non analysée

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation de PDI/autres Réfugiés
- Classification des zones d'installation urbaines

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25 % des ménages ont entre 25 % et moins de 50 % de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.
- Au moins 25 % des ménages ont 50 % ou plus de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.

Niveau de preuve

** Moyen

Province	Population de la zone	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%	#per.	%
Bas-Uele	1,355,725	294,584	22	714,851	53	346,292	26	0	0	0	0	346,292	26
Equateur	4,656,360	1,228,200	26	2,652,405	57	775,756	17	0	0	0	0	775,756	17
Haut-Katanga	8,769,268	2,943,942	34	4,541,464	52	1,168,497	13	115,366	1	0	0	1,283,863	14
Haut-Lomami	4,450,794	1,250,476	28	2,372,016	53	706,741	16	121,563	3	0	0	828,304	19
Haut-Uele	2,401,885	633,078	26	1,171,345	49	590,233	25	7,230	0	0	0	597,463	25
Ituri	7,544,854	1,699,223	23	2,824,357	37	2,228,445	30	792,830	11	0	0	3,021,275	41
Kasaï	4,525,725	1,142,581	25	2,349,892	52	1,033,255	23	0	0	0	0	1,033,255	23
Kasaï-Central	5,417,696	1,851,259	34	2,637,751	49	928,688	17	0	0	0	0	928,688	17
Kasaï-Oriental	4,916,579	1,032,734	21	3,002,525	61	881,320	18	0	0	0	0	881,320	18
Kinshasa	15,786,484	6,079,725	39	7,010,646	44	2,696,115	17	0	0	0	0	2,696,115	17
Kongo-Central	7,828,041	3,582,853	46	3,170,191	40	1,075,001	14	0	0	0	0	1,075,001	14
Kwango	3,654,495	1,216,284	33	1,739,927	48	698,285	19	0	0	0	0	698,285	19
Kwilu	7,655,592	2,928,919	38	3,675,429	48	1,012,629	13	38,615	1	0	0	1,051,244	14
Lomami	4,272,399	1,338,359	31	2,119,109	50	814,932	19	0	0	0	0	814,932	19
Lualaba	4,136,200	1,598,382	39	2,021,983	49	515,836	12	0	0	0	0	515,836	12
Maï-Ndombe	3,214,634	1,223,291	38	1,462,093	45	529,250	16	0	0	0	0	529,250	16
Maniema	3,270,208	955,520	29	1,226,543	38	882,474	27	205,673	6	0	0	1,088,147	33
Mongala	2,299,010	533,219	23	1,112,797	48	607,225	26	45,770	2	0	0	652,995	28
Nord-Kivu	9,260,129	2,213,107	24	2,905,406	31	2,809,942	30	1,331,674	14	0	0	4,141,616	44
Nord-Ubangi	1,552,648	833,126	54	533,159	34	186,364	12	0	0	0	0	186,364	12
Sankuru	2,356,491	808,392	34	1,095,413	46	433,432	18	19,255	1	0	0	452,687	19
Sud-Kivu	8,832,569	1,559,077	18	3,415,767	39	2,642,414	30	1,215,314	14	0	0	3,857,728	44
Sud-Ubangi	3,706,927	1,260,380	34	1,890,507	51	556,040	15	0	0	0	0	556,040	15
Tanganyika	3,222,539	850,245	26	1,209,705	38	964,021	30	198,569	6	0	0	1,162,590	36
Tshopo	2,242,491	425,910	19	1,187,488	53	533,796	24	95,298	4			629,094	28
Tshuapa	1,759,192	520,837	30	737,731	42	500,625	28	0	0	0	0	500,625	28
Total général	**129,088,935**	**40,003,703**	**31**	**58,780,500**	**46**	**26,117,608**	**20**	**4,187,157**	**3**	**0**	**0**	**30,304,765**	**23**

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE (JANVIER – JUIN 2027)

Pour la période projetée de janvier à juin 2027, la situation alimentaire devrait se détériorer sur la base des hypothèses et scénarios les plus probables. Plus de 30,3 millions de personnes seraient en Phase 3 de l'IPC ou plus, soit 23% de cette population. Parmi elles, environ 26,1 millions seraient en Phase 3 de l'IPC (Crise) et 4,2 millions en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Par rapport à la période actuelle, la population en Phase 3 ou plus va augmenter de 1,463,809 personnes, soit une augmentation de 5%. Les territoires de Lubero, Masisi, Oicha (Nord Kivu) et Kalehe et Mwenga (Sud Kivu) vont basculer en Phase 4 de l'IPC (Urgence) en plus de Djugu (Ituri) et Fizi, Shabunda et Walungu (Sud Kivu) qui resteront en Urgence avec plus de 45% de leurs populations en Phase 3 de l'IPC ou plus.

Cette situation s'explique par l'avènement attendu d'El Niño avec son corollaire de pluies abondantes qui pourraient engendrer des inondations sur les cultures déjà en place, la persistance des conflits armés avec des conséquences négatives sur les conditions de vie des populations et l'expansion de la MVE qui n'est toujours pas contenue. À cela s'ajoute la tendance haussière des prix des denrées alimentaires, des intrants agricoles et du carburant, soutenue par les effets des conflits au Moyen Orient et en Ukraine sur le commerce international et l'enclavement de certaines zones de production.

L'impact de l'avènement attendu d'El Nino

Selon le bulletin mensuel d'information sur le climat et la météo de FEWS NET en septembre 2026, les conditions du phénomène El Niño ont persévéré et se sont renforcées au cours du mois d'août 2026. Les conditions d'El Niño continueront de s'intensifier jusqu'à la fin de l'année 2026 avec une probabilité supérieure à 90% et avec 75% de chances d'augmentation en puissance.

D'après les données historiques, les épisodes El Niño puissants sont généralement associés à une probabilité accrue de précipitations supérieures à la normale sur une grande partie de la RDC durant la période d'octobre à décembre. Les risques de précipitations intenses et soudaines subsistent et pourraient provoquer des inondations de grande ampleur, entraînant souvent des dégâts sur les infrastructures critiques (routes, réseau d'eau, énergie), les cultures déjà en place et sur le pâturage. Le risque d'hypothermie pour les animaux affaiblis lors des pluies froides s'accroîtra également. Cette situation

Hypothèses-clés pour la période de projection

La période de projection janvier à juin 2027 devrait être marquée par la combinaison de chocs climatiques, économiques et sécuritaires susceptibles d'influencer l'évolution de la sécurité alimentaire en RDC. Les aléas climatiques, la persistance des conflits dans l'Est du pays, les contraintes structurelles de production agricole et les pressions sur les prix alimentaires devraient continuer à exercer une influence importante sur l'accès à la nourriture et les moyens d'existence des ménages.

En Nino : L'épisode El Niño devrait se maintenir tout au long de la période de projection et continuer à influencer les conditions agro climatiques. Des précipitations supérieures à la moyenne sont attendues dans plusieurs régions du nord est et sud est du pays durant le dernier trimestre de l'année 2026. Ces conditions pourraient provoquer des inondations localisées, des éboulements et des perturbations temporaires des activités agricoles, de la pêche, des échanges fluviaux ainsi que de l'accès aux marchés. Les ménages exposés à ces aléas pourraient enregistrer des pertes de production et une réduction de leurs revenus.

Conflits et insécurité : Dans les provinces affectées par l'insécurité, notamment l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, la poursuite des conflits armés et des déplacements de population devrait continuer à restreindre l'accès aux terres agricoles et à limiter les superficies cultivées. Les stocks alimentaires des ménages risquent ainsi de demeurer inférieurs à la normale dans les zones les plus affectées.

Évolution des prix et accès alimentaire des ménages : Les prix des denrées alimentaires de base devraient suivre leur tendance saisonnière haussière jusqu'à la fin de la période de soudure, soutenus par les retards potentiels de récoltes et les coûts élevés de transport. Bien que le franc congolais devrait rester relativement stable, les prix alimentaires devraient continuer à évoluer au-dessus de leur moyenne quinquennale dans la plupart des marchés du pays, limitant l'accès alimentaire des ménages vulnérables. Le fonctionnement des marchés pourrait rester inférieur à la normale dans les zones touchées par l'insécurité, contribuant ainsi au maintien de prix élevés et à un accès limité aux produits alimentaires pour certains ménages.

pourrait entraîner des pertes de bétail et une baisse du pouvoir d'achat pour les ménages éleveurs. Les zones qui seront les plus affectées incluent, l'Est du pays surtout aux alentours des lacs Albert et Tanganyika et dans les zones urbaines de Kinshasa en lien avec la saturation ou à l'obstruction des réseaux de drainage. Cependant, dans des zones localisées de l'extrême ouest, du centre-nord et du sud-est, il est attendu des précipitations proches de la moyenne ou légèrement inférieures à la moyenne avec des impacts moins significatifs. Ces pluies vont contribuer au bon développement des pâturages et booster la productivité agricole.

Hypothèses-clés pour la période de projection

Situation nutritionnelle : Les déplacements de population, les déficits de consommation alimentaire et l'accès limité aux services de santé et de nutrition devraient continuer à soutenir des niveaux de malnutrition supérieurs à la normale dans les zones affectées par les conflits et les chocs climatiques. La maladie à virus Ebola pourrait perdurer pendant la période projetée et impacter significativement les activités économiques. Bien que les interventions nutritionnelles se poursuivent dans les zones prioritaires, leur impact pourrait demeurer limité par des contraintes de financement et d'accès humanitaire.

Région de la RDC	Prévisions Pluviométriques (Fin 2026/2027)	Risques Associés
Est du pays	Probabilité de pluies normales à supérieures à la normale.	Forts risques d'inondations, d'érosion, de glissements de terrain et de crues à proximité des lacs Albert et Tanganyika.
Kinshasa (Ouest)	Déficits pluviométriques suivis de pluies soudaines et intenses.	Risques majeurs d'inondations urbaines liés à la saturation ou à l'obstruction des réseaux de drainage.
Sud-Est (Zone unimodale)	Retard dans le démarrage des pluies principales et précipitations inférieures à la moyenne.	Risques sur les rendements des cultures locales.

Figure 10: Précipitations saisonnières NMME. Prévision probabiliste. IC: septembre 2026. Période de validité: octobre à décembre 2026.

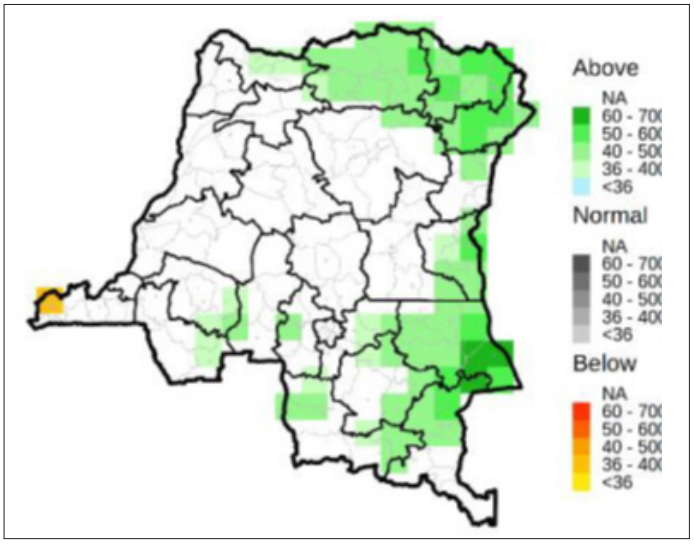
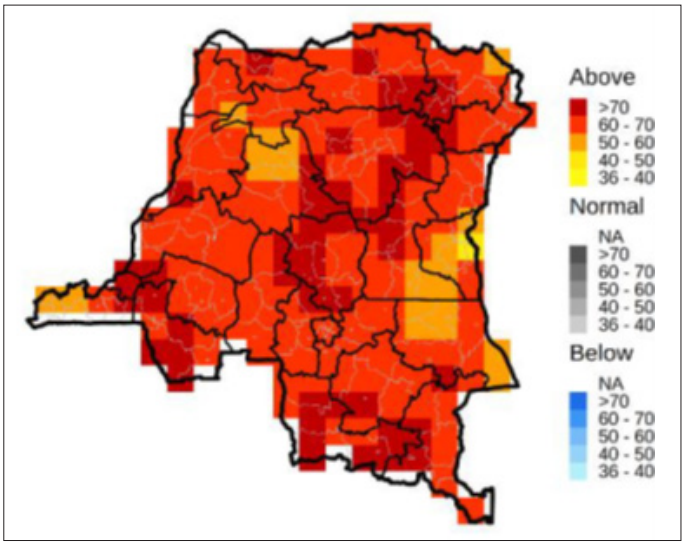
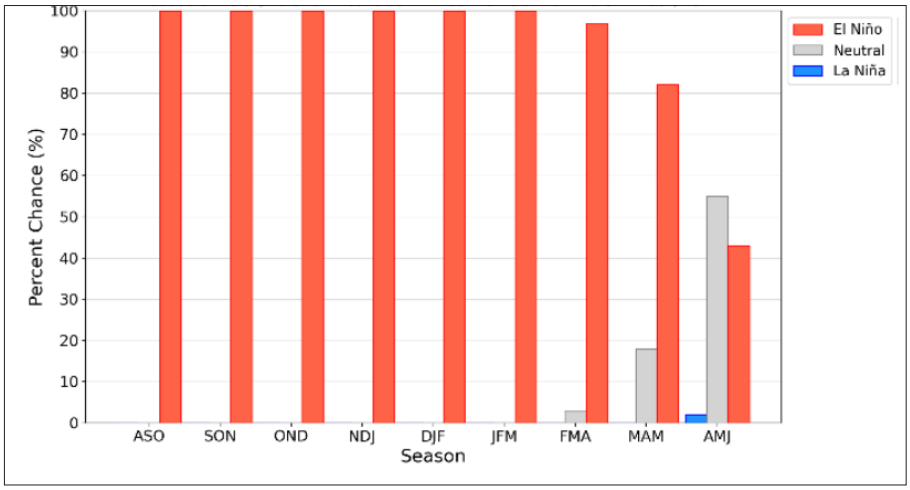


Figure 11: NMME Prévision probabiliste de la température à 2 m - IC saisonnière, IC: Septembre 2026. Valide: Octobre - Décembre 2026.



Source: NMME

Figure 12: ENSO - Probabilités officielles. *Source: NOAA CPC, Septembre 2026*



Source: NOAA CPC, Septembre 2026

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

En 2026, les efforts du gouvernement de la RDC en matière humanitaire demeurent gelés dans la partie nord-est du pays, avec la présence des groupes armés au Nord et Sud-Kivu. Selon l'institut nationale de statistiques (INS), près de 68% de la population vit sous le seuil de pauvreté (soit 7 personnes sur 10), et plus d'un quart selon les analyses IPC nécessitent une assistance d'urgence dans le but de sauver des vies. Une mobilisation immédiate, massive et coordonnée des financements et des ressources logistiques est indispensable pour venir en aide aux populations les plus vulnérables.

1. Sécurité civile, accès et assistance humanitaire d'urgence

- Restauration de la paix et de la sécurité civile : stabiliser la partie Est du pays, protéger les civils et prévenir l'émergence de nouveaux foyers de conflit.
- Garantie de l'accès humanitaire : secourir les zones enclavées ou affectées par les affrontements armés en instaurant des corridors humanitaires sécurisés.
- Passage à l'échelle de l'assistance alimentaire d'urgence et l'agriculture de subsistance : secourir d'urgence les populations déplacées internes (PDI) ainsi que les familles d'accueil sous pression.
- Mobilisation ciblée des ressources (Phase 3 et 4 de l'IPC) : obtenir des financements flexibles pour prioriser les zones en insécurité alimentaire aiguë d'urgence— notamment les populations en phases 3 (Crise) et 4 (Urgence) de l'IPC — tout en intégrant le degré de vulnérabilité des ménages hôtes.

2. Sécurité alimentaire, relance agricole et résilience des moyens d'existence

- Réserves stratégiques de sécurité : Constituer des stocks régulateurs de produits agricoles essentiels et de produits pétroliers afin d'amortir les chocs macroéconomiques et de stabiliser les prix sur les marchés nationaux.
- Observatoire des prix : Renforcer le système de suivi des cours des denrées de base et des carburants pour prévenir la spéculation.
- Relance des moyens de subsistance : Restaurer l'autonomie des ménages en insécurité alimentaire par la distribution de semences de qualité, d'intrants adaptés et d'outils de production pour les déplacés, retournés, les communautés hôtes et les résidents vulnérables.
- Développement de l'agriculture urbaine et périurbaine : Déployer des programmes de micro-jardins et de maraîchage pour les déplacés et les retournés afin d'améliorer la diversité nutritionnelle et renforcer leur résilience.
- Infrastructures et désenclavement : Réhabiliter et/ou construire les routes nationales, provinciales et de desserte agricole ainsi que toutes les autres voies de communication (rails, pistes rurales, aéroports, etc.) pour fluidifier le commerce entre les bassins de forte production et les centres de consommation.
- Cadres politiques et systèmes alimentaires : Mettre en œuvre la feuille de route sur la transformation des systèmes alimentaires et les politiques nationales de sécurité alimentaire.

3. Protection sociale, eau et surveillance des données

- Filets sociaux et actions anticipatoires : Structurer un programme national de protection sociale appuyé par un Registre social unique (RSU) afin de rationaliser, harmoniser et rendre conjointes les interventions humanitaires et de développement.
- Services sociaux de base et WASH : Étendre l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux infrastructures sanitaires fondamentales.

4. Systèmes d'information et d'alerte

Investir durablement dans les outils de surveillance de la sécurité alimentaire en intégrant :

- Les évaluations annuelles des campagnes agricoles ;
- Le profilage actualisé des zones de moyens d'existence ;
- Les enquêtes nutritionnelles normalisées (SMART).

5. Prévention et réponse aux chocs climatiques (Phénomène El Niño)

Face aux distorsions climatiques engendrées par El Niño — qui se traduisent par des pluies diluviennes et inondations massives dans le bassin du fleuve Congo (régions Nord-Ouest et Ouest) et des sécheresses sévères accompagnées de vagues de chaleur dans le Grand Katanga (Sud-Est) —, le Gouvernement doit adopter une stratégie anticipative articulée autour des piliers suivants :

- Alertes précoces et surveillance hydrométéorologique : Moderniser les réseaux de capture de données et diffuser des alertes communautaires en temps réel.
- Aménagement urbain et résilience des infrastructures : Protéger les ouvrages critiques, curer les drainages et limiter les constructions en zones inondables.
- Préparation humanitaire et réponse d'urgence : Pré-positionner des stocks stratégiques (vivres, semences, outils agricoles, kits WASH, abris) à proximité des zones à haut risque.
- Coordination interinstitutionnelle et financements dédiés : Aligner les ministères sectoriels et débloquer des fonds d'urgence d'action précoce.
- Gestion durable des ressources en eau et de l'agriculture résiliente : Promouvoir des techniques d'irrigation et de conservation des sols adaptées à la sécheresse au Sud-Est.
- Renforcement des capacités communautaires et plans de contingence locaux : Former les acteurs locaux à la gestion des risques de catastrophe.

6. Sécurité sanitaire et lutte contre les épidémies : Approche « Une seule santé »

En raison de la récurrence des flambées épidémiques (maladie à virus Ebola, Mpox, choléra, rougeole), la République Démocratique du Congo structure sa riposte stratégique autour de l'approche intégrée « Une seule santé » (One Health), reliant la santé humaine, animale et environnementale.

Les axes prioritaires s'articulent autour de :

- Surveillance épidémiologique et détection précoce : Renforcer la veille communautaire et la capacité de diagnostic rapide des laboratoires.
- Consolidation du système de santé primaire : Offrir des soins d'urgence gratuits ou subventionnés et approvisionner régulièrement les structures en médicaments essentiels.
- Engagement communautaire et communication sur les risques (CREC) : Impliquer les leaders locaux pour surmonter les réticences et diffuser les gestes barrières.
- Eau, assainissement et hygiène (WASH) en milieu de soins et communautaire : Sécuriser l'accès à l'eau saine et installer des points de lavage des mains pour briser les chaînes de transmission.
- Approche « Une seule santé » et surveillance aux frontières : Renforcer le contrôle sanitaire aux points d'entrée (PoE/PoR), la surveillance zoonotique et la coordination transfrontalière.
- Campagnes de vaccination de masse et riposte ciblée : Assurer une couverture vaccinale optimale contre la rougeole, la poliomyélite et le Mpox dans les zones à haut risque.

Facteurs de risque à surveiller

- Aggravation de l'insécurité et des conflits armés, notamment dans l'Est du pays, pouvant entraîner des perturbations des activités agricoles, des marchés et des moyens d'existence.
- Nouveaux déplacements massifs de populations, susceptibles d'accroître la vulnérabilité des ménages déplacés et de renforcer la pression sur les communautés d'accueil et les ressources locales.
- Chocs climatiques, notamment les inondations, glissements de terrain et irrégularités pluviométriques, pouvant affecter la production agricole, les infrastructures et les disponibilités alimentaires.
- Hausse continue des prix des denrées alimentaires, en raison des perturbations des marchés, des coûts élevés de transport et des contraintes économiques, réduisant davantage le pouvoir d'achat des ménages.

- Risque de réduction de l'assistance humanitaire, susceptible d'affecter l'accès à l'alimentation et aux services essentiels pour les populations les plus vulnérables, particulièrement dans les zones affectées par les conflits.
- Risque de recrudescence des épidémies telles que Ebola, le choléra, la rougeole, ou le Mpox, pouvant détériorer la situation nutritionnelle, réduire les capacités productives des ménages et perturber les activités économiques.
- Risque de perturbation ou de fermeture des axes routiers et commerciaux stratégiques, sous l'effet de l'insécurité ou des catastrophes naturelles, pouvant limiter l'approvisionnement des marchés et accentuer les tensions sur les prix alimentaires.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

Du 21 septembre au 2 Octobre 2026 se sont tenues la formation de Niveau 1 et l'analyse nationale IPC de l'insécurité alimentaire aiguë dans cinq différents pools dont Beni/Goma/Bukavu, Kisangani, Kalemie, Kananga, et Kinshasa. Une partie de l'équipe d'analyse a participé en présentiel tandis que l'autre partie s'est connectée en ligne. Chaque pool a été appuyé par un Facilitateur et Co-facilitateur certifié de Niveau 3 ou Niveau 2 dans le respect des protocoles IPC. À la fin des analyses, dans chaque pool, une plénière de validation des résultats a été organisée dans une approche consensuelle. Du 5 au 7 Octobre 2026, une séance de consolidation nationale a été organisée à Kinshasa à l'hôtel Memling.

Durant cette consolidation, chaque groupe a eu l'opportunité de présenter les résultats de son analyse afin de recevoir les contributions des autres membres de l'équipe d'analyse. Cette séance de consolidation a connu la participation des représentants de chaque pool. Elle a également permis aux autres pools de formuler des recommandations d'amélioration des analyses. Pour cette analyse, au total, 214 analystes ont pris part à l'exercice qui a couvert les 26 provinces du pays.

Cet exercice a été appuyé par les institutions du Gouvernement : PROSANA, CAID, DPS, PRONANUT, SNSA, IPPEL, IPCA, IPAGRI, INS, Développement rural, PEL, Affaires humanitaires et protection civile; les ONGs Nationales et Internationales: ACTED, FEWSNET, HEKS/EPER SUISSE, REACH, World Relief, ACTION FURAHA YETU, Actions pour la Promotion du Bien être Social, ADSPA-RDC, AFEDEM, AGRI-PEACE AND CHILD APC ONG2, ARDAco, Brigade des Agriculteurs et Éleveurs pour le Développement Intégral (BAEDI), CARID-RDC, CDHI, CEASD, Congolese Sustainable Development Initiative (CSDI), DEDI, FEED AND SAVE, GRAPEDECO, Health Peace development from Women to children/ HPW ASBL, IICOFED, JERICHO HOPE AND PEACE, MAPDA, MAVUNO, New Generation for Change NGC/Asbl, OHAVRDC, PEAD-ASBL, Programme d'Actions pour le Développement des Paysans unis Anafrique PADEPU-A, RCID asbl, Solidarité des peuples contre la pauvreté, TDH, TEGRA ONGD, TPO DRC, TROPICAL RELIEF, UMOJA IN ACTION, UREMBO WOMAN DEVELOPMENT DRC, VIFEDE; les Agences du Système des Nations Unies: PAM, FAO, UNICEF; le Cluster Sécurité Alimentaire; les Institutions de recherche: UNIKIN, UEA, UNIKAL; ainsi que trois experts du GSU-IPC dont un en présentiel et les deux autres en ligne. Le niveau de confiance de l'analyse tel que défini par les protocoles IPC s'établit au niveau moyen (**) et élevé (***) selon des zones d'analyse.

Sources

Cette analyse a été principalement alimentée par les données issues des enquêtes CFSVA du PAM, les enquêtes de sécurité alimentaire conduites par la CAID, les enquêtes DIEM de la FAO ainsi que les enquêtes MSNA de REACH Impact. Les principaux indicateurs des résultats de la sécurité alimentaire collectés par ces différentes enquêtes portent sur le score de consommation alimentaire (SCA), l'Indice Domestique de la faim (IDF), le Score de Diversité Alimentaire (SDAM), l'Indice Réduit des Stratégies liées à l'Alimentation (rCSI) et l'indice des changements de moyens d'existence (LCS). En plus des indicateurs directs de la sécurité alimentaire, ces enquêtes ont fourni des données sur les facteurs contributifs en lien avec différentes dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation et stabilité).

Les autres données utilisées sont notamment celles des prix des produits alimentaires sur les marchés (CAID et FEWS NET), les données sur les déplacements et mouvements de populations, les données sur les chocs divers ayant affecté les ménages, les prévisions pluviométriques de FEWS NET, le bulletin SNSAP du PRONANUT, les données sur les maladies humaines et épidémies (Ebola, Choléra, etc.). L'analyse a également eu recours à plusieurs autres rapports d'évaluation réalisés par les organisations non gouvernementales nationales et internationales.

Limites de l'analyse

Le processus de l'analyse a connu quelques limites parmi lesquelles figurent:

- La réception tardive des données (CFSVA et les données d'autres secteurs).
- Conformément aux exigences des protocole IPC, la collecte des données par la CAID en février - mars 2026 ne permettait pas de projeter l'analyse au-delà d'avril 2027. Pour conserver une période de projection couvrant janvier à juin 2027, une classification à partir de séries historiques a été réalisée pour près d'un tiers des zones à analyser.
- Le manque de données suffisantes sur la production agricole et le bilan alimentaire.

Insécurité alimentaire aiguë nom et description de la phase

Phase 1 Aucune/Minimale	Phase 2 Stress	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/ Famine
Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent pas assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Les ménages: • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels; ou • parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages: • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une mortalité excessive, ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont évidents. (Pour être classée en phase Famine, une zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques)

Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement ; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Pour de plus amples informations, contacter :

Alain Boyoa Bontamba
Président du groupe de travail Technique IPC
alainetango@gmail.com

Unité de soutien global IPC
www.ipcinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du ministère de l'Agriculture et de la sécurité Alimentaire). Elle a Bénéficié du soutien technique et financier de la FAO, du PAM et ACTED.

La classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition a été réalisée à l'aide des protocoles IPC, qui sont développés et mis en oeuvre dans le monde entier par le partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim (AAH), CARE, Catholic Relief Services (CRS), le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWS NET, le Cluster mondial de sécurité alimentaire, le Cluster mondial de nutrition, l'IFPRI, l'IGAD, l'IMPACT, Oxfam, le SICA, la SADC, Save the Children, le PNUD, UNICEF, le PAM, l'OMS et la Banque mondiale.

Partenaires de l'analyse IPC:

ANNEX 1: TABLEAU DETAILLE DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE ACTUELLE DE SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2026

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Bas Uélé	Aketi	237,848	47,570	20	142,709	60	47,570	20	0	0	0	0	3	47,570	20
	Ango	119,946	23,989	20	71,968	60	23,989	20	0	0	0	0	3	23,989	20
	Bambesa	144,115	36,029	25	72,058	50	36,029	25	0	0	0	0	3	36,029	25
	Bondo	291,306	58,261	20	160,218	55	72,827	25	0	0	0	0	3	72,827	25
	Buta	302,719	75,680	25	166,495	55	60,544	20	0	0	0	0	3	60,544	20
	Poko	259,791	64,948	25	142,885	55	51,958	20	0	0	0	0	3	51,958	20
	Sous-totaux	**1,355,725**	**306,477**	**23**	**756,333**	**56**	**292,917**	**22**	**0**	**0**	**0**	**0**		**292,917**	**22**
Equateur	Basankusu	761,984	228,595	30	419,091	55	114,298	15	0	0	0	0	2	114,298	15
	Bikoro	658,458	164,615	25	395,075	60	98,769	15	0	0	0	0	2	98,769	15
	Bolomba	919,015	229,754	25	505,458	55	183,803	20	0	0	0	0	3	183,803	20
	Bomongo	393,492	137,722	35	196,746	50	59,024	15	0	0	0	0	2	59,024	15
	Ingende	530,502	159,151	30	291,776	55	79,575	15	0	0			2	79,575	15
	Lukolela	366,438	109,931	30	183,219	50	73,288	20	0	0			3	73,288	20
	Makanza	250,266	87,593	35	137,646	55	25,027	10	0	0	0	0	2	25,027	10
	Mbandaka	776,205	271,672	35	426,913	55	77,621	10	0	0	0	0	2	77,621	10
	Sous-totaux	**4,656,360**	**1,389,033**	**30**	**2,555,924**	**55**	**711,405**	**15**	**0**	**0**	**0**	**0**		**711,405**	15
Haut-Katanga	Kambove	1,448,013	434,404	30	796,407	55	217,202	15	0	0	0	0	2	217,202	15
	Kasenga	995,676	298,703	30	497,838	50	199,135	20	0	0	0	0	3	199,135	20
	Kipushi	481,990	120,498	25	313,294	65	48,199	10	0	0	0	0	2	48,199	10
	Likasi	229,362	103,213	45	114,681	50	11,468	5	0	0	0	0	2	11,468	5
	Lubumbashi	3,842,916	1,537,166	40	2,113,604	55	192,146	5	0	0	0	0	2	192,146	5
	Mitwaba	472,629	141,789	30	212,683	45	118,157	25	0	0	0	0	3	118,157	25
	Pweto	917,352	275,206	30	321,073	35	275,206	30	45,868	5	0	0	3	321,074	35
	Sakania	381,330	114,399	30	228,798	60	38,133	10	0	0	0	0	2	38,133	10
	Sous-totaux	**8,769,268**	**3,025,378**	**34**	**4,598,378**	**52**	**1,099,646**	**13**	**45,868**	**1**	**0**	**0**		**1,145,514**	14
Haut-Lomami	Bukama	1,299,332	454,766	35	649,666	50	194,900	15	0	0	0	0	2	194,900	15
	Kabongo	912,834	273,850	30	502,059	55	136,925	15	0	0	0	0	2	136,925	15
	Kamina	757,240	227,172	30	378,620	50	151,448	20	0	0	0	0	2	151,448	20
	Kaniama	349,474	122,316	35	174,737	50	52,421	15	0	0	0	0	2	52,421	15
	Malemba-Nkulu	1,131,914	282,979	25	622,553	55	169,787	15	56,596	5	0	0	3	226,383	20
	Sous-totaux	**4,450,794**	**1,361,083**	**31**	**2,327,635**	**52**	**705,481**	**16**	**56,596**	**1**	**0**	**0**		**762,077**	**17**
Haut-Uele	Dungu	272,177	95,262	35	108,871	40	68,044	25	0	0	0	0	3	68,044	25
	Faradje	511,585	153,476	30	230,213	45	127,896	25	0	0	0	0	3	127,896	25
	Isiro	345,019	120,757	35	189,760	55	34,502	10	0	0	0	0	2	34,502	10
	Niangara	160,333	48,100	30	88,183	55	24,050	15	0	0	0	0	2	24,050	15
	Rungu	144,593	36,148	25	65,067	45	36,148	25	7,230	5	0	0	3	43,378	30
	Wamba	573,853	200,849	35	229,541	40	143,463	25	0	0	0	0	3	143,463	25
	Watsa	394,325	138,014	35	177,446	45	78,865	20	0	0	0	0	3	78,865	20
	Sous-totaux	**2,401,885**	**792,606**	**33**	**1,089,081**	**45**	**512,968**	**21**	**7,230**	**0**	**0**	**0**		**520,198**	**21**

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Ituri	Aru	1,349,282	472,249	35	539,713	40	269,856	20	67,464	5	0	0	3	337,320	25
	Bunia	387,063	135,472	35	174,178	45	77,413	20	0	0	0	0	3	77,413	20
	Djugu	2,447,627	611,907	25	734,288	30	611,907	25	489,525	20	0	0	4	1,101,432	45
	Irumu	968,867	290,660	30	339,103	35	242,217	25	96,887	10	0	0	3	339,104	35
	Mahagi	1,884,970	376,994	20	848,237	45	565,491	30	94,249	5	0	0	3	659,740	35
	Mambasa	507,045	101,409	20	228,170	45	152,114	30	25,352	5	0	0	3	177,466	35
	Sous-totaux	**7,544,854**	**1,988,691**	**26**	**2,863,689**	**38**	**1,918,998**	**25**	**773,477**	**10**	**0**	**0**		**2,692,475**	**35**
Kasaï	Dekese	163,707	65,483	40	81,854	50	16,371	10	0	0	0	0	2	16,371	10
	Ilebo	582,989	204,046	35	233,196	40	145,747	25	0	0	0	0	3	145,747	25
	Kamonia	2,182,409	545,602	25	1,091,205	50	545,602	25	0	0	0	0	3	545,602	25
	Luebo	441,843	110,461	25	198,829	45	132,553	30	0	0	0	0	3	132,553	30
	Mweka	745,488	223,646	30	372,744	50	149,098	20	0	0	0	0	3	149,098	20
	Tshikapa	409,289	61,393	15	204,645	50	143,251	35	0	0	0	0	3	143,251	35
	Sous-totaux	**4,525,725**	**1,210,631**	**27**	**2,182,473**	**48**	**1,132,622**	**25**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1,132,622**	**25**
Kasaï-Central	Demba	909,795	272,939	30	500,387	55	136,469	15	0	0	0	0	2	136,469	15
	Dibaya	691,669	103,750	15	380,418	55	207,501	30	0	0	0	0	3	207,501	30
	Dimbelenge	522,875	130,719	25	313,725	60	78,431	15	0	0	0	0	2	78,431	15
	Kananga	1,198,707	359,612	30	659,289	55	179,806	15	0	0	0	0	2	179,806	15
	Kazumba	1,085,759	380,016	35	488,592	45	217,152	20	0	0	0	0	3	217,152	20
	Luiza	1,008,891	504,446	50	403,556	40	100,889	10	0	0	0	0	2	100,889	10
	Sous-totaux	**5,417,696**	**1,751,482**	**32**	**2,745,967**	**51**	**920,248**	**17**	**0**	**0**	**0**	**0**		**920,248**	**17**
Kasaï-Oriental	Kabeya-Kamwanga	191,376	38,275	20	124,394	65	28,706	15	0	0	0	0	2	28,706	15
	Katanda	403,376	100,844	25	201,688	50	100,844	25	0	0	0	0	3	100,844	25
	Lupatapata	328,129	82,032	25	164,065	50	82,032	25	0	0	0	0	3	82,032	25
	Mbuji-Mayi	3,113,027	622,605	20	1,867,816	60	622,605	20	0	0	0	0	3	622,605	20
	Miabi	347,670	121,684	35	156,452	45	69,534	20	0	0	0	0	3	69,534	20
	Tshilenge	533,001	106,600	20	293,151	55	133,250	25	0	0	0	0	3	133,250	25
	Sous-totaux	**4,916,579**	**1,072,040**	**22**	**2,807,566**	**57**	**1,036,971**	**21**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1,036,971**	**21**

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Kinshasa	Bandalungwa	972,102	388,841	40	437,446	45	145,815	15	0	0	0	0	2	145,815	15
	Barumbu	328,234	114,882	35	164,117	50	49,235	15	0	0	0	0	2	49,235	15
	Bumbu	895,572	313,450	35	403,007	45	179,114	20	0	0			3	179,114	20
	Kalamu	596,612	298,306	50	208,814	35	89,492	15	0	0			2	89,492	15
	Kasa Vubu	287,158	114,863	40	129,221	45	43,074	15	0	0			2	43,074	15
	Kimbanseke	2,128,903	745,116	35	958,006	45	425,781	20	0	0			3	425,781	20
	Kinshasa	361,752	162,788	45	144,701	40	54,263	15	0	0			2	54,263	15
	Kintambo	226,206	135,724	60	67,862	30	22,621	10	0	0			2	22,621	10
	Kisenso	936,010	374,404	40	374,404	40	187,202	20	0	0			3	187,202	20
	Lemba	695,989	243,596	35	347,995	50	104,398	15	0	0			2	104,398	15
	Limete	858,932	429,466	50	300,626	35	128,840	15	0	0			2	128,840	15
	Lingwala	462,195	207,988	45	184,878	40	69,329	15	0	0			2	69,329	15
	Masina	1,318,358	593,261	45	527,343	40	197,754	15	0	0			2	197,754	15
	Matete	623,279	311,640	50	218,148	35	93,492	15	0	0			2	93,492	15
	Mont Ngafula	845,861	338,344	40	380,637	45	126,879	15	0	0			2	126,879	15
	Ndjili	696,029	313,213	45	243,610	35	139,206	20	0	0			3	139,206	20
	Ngaba	393,269	137,644	35	176,971	45	78,654	20	0	0			3	78,654	20
	Ngaliema	1,676,654	754,494	45	670,662	40	251,498	15	0	0			2	251,498	15
	Ngiri-Ngiri	350,651	175,326	50	122,728	35	52,598	15	0	0			2	52,598	15
	Nsele	380,318	114,095	30	190,159	50	76,064	20	0	0			3	76,064	20
	Selembao	752,400	376,200	50	263,340	35	112,860	15	0	0	0	0	2	112,860	15
	Sous-totaux	**15,786,484**	**6,643,641**	**42**	**6,514,675**	**41**	**2,628,169**	**17**	**0**	**0**	**0**	**0**		**2,628,169**	**17**
Kongo-Central	Boma	347,286	156,279	45	138,914	40	52,093	15	0	0	0	0	2	52,093	15
	Kasangulu	489,077	244,539	50	195,631	40	48,908	10	0	0	0	0	2	48,908	10
	Kimvula	168,661	67,464	40	75,897	45	25,299	15	0	0	0	0	2	25,299	15
	Lukula	663,957	265,583	40	298,781	45	99,594	15	0	0	0	0	2	99,594	15
	Luozi	518,488	181,471	35	233,320	45	103,698	20	0	0			3	103,698	20
	Madimba	857,290	471,510	55	300,052	35	85,729	10	0	0			2	85,729	10
	Matadi	662,293	364,261	55	198,688	30	99,344	15	0	0			2	99,344	15
	Mbanza-Ngungu	1,415,200	707,600	50	495,320	35	212,280	15	0	0			2	212,280	15
	Moanda	693,299	277,320	40	311,985	45	103,995	15	0	0			2	103,995	15
	Seke-Banza	498,535	299,121	60	149,561	30	49,854	10	0	0			2	49,854	10
	Songololo	672,617	269,047	40	302,678	45	100,893	15	0	0			2	100,893	15
	Tshela	841,338	294,468	35	420,669	50	126,201	15	0	0	0	0	2	126,201	15
	Sous-totaux	**7,828,041**	**3,598,663**	**46**	**3,121,496**	**40**	**1,107,888**	**14**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1,107,888**	**14**
Kwango	Feshi	563,450	197,208	35	281,725	50	84,518	15	0	0	0	0	2	84,518	15
	Kahemba	627,893	156,973	25	282,552	45	188,368	30	0	0	0	0	3	188,368	30
	Kasongo-Lunda	1,136,381	284,095	25	681,829	60	170,457	15	0	0	0	0	2	170,457	15
	Kenge	1,038,481	363,468	35	571,165	55	103,848	10	0	0	0	0	2	103,848	10
	Popokabaka	288,290	100,902	35	115,316	40	72,073	25	0	0	0	0	3	72,073	25
	Sous-totaux	**3,654,495**	**1,102,646**	**30**	**1,932,587**	**53**	**619,264**	**17**	**0**	**0**	**0**	**0**		**619,264**	**17**

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Kwilu	Bagata	775,802	271,531	35	426,691	55	77,580	10	0	0	0	0	2	77,580	10
	Bandundu	309,606	92,882	30	154,803	50	61,921	20	0	0	0	0	3	61,921	20
	Bulungu	1,890,474	850,713	45	756,190	40	283,571	15	0	0	0	0	2	283,571	15
	Gungu	834,331	292,016	35	417,166	50	125,150	15	0	0	0	0	2	125,150	15
	Idiofa	1,941,897	873,854	45	873,854	45	194,190	10	0	0			2	194,190	10
	Kikwit	772,299	308,920	40	347,535	45	115,845	15	0	0			2	115,845	15
	Masi-Manimba	1,131,183	509,032	45	452,473	40	169,677	15	0	0	0	0	2	169,677	15
	Sous-totaux	**7,655,592**	**3,198,948**	**42**	**3,428,712**	**45**	**1,027,934**	**13**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1,027,934**	**13**
Lomami	Kabinda	790,952	197,738	25	474,571	60	118,643	15	0	0	0	0	2	118,643	15
	Kamiji	117,316	41,061	35	52,792	45	23,463	20	0	0	0	0	3	23,463	20
	Lubao	641,199	192,360	30	320,600	50	128,240	20	0	0	0	0	3	128,240	20
	Luilu	1,015,467	355,413	35	456,960	45	203,093	20	0	0	0	0	3	203,093	20
	Mwene Ditu	794,681	238,404	30	397,341	50	158,936	20	0	0	0	0	3	158,936	20
	Ngandajika	912,784	273,835	30	456,392	50	182,557	20	0	0	0	0	3	182,557	20
	Sous-totaux	**4,272,399**	**1,298,811**	**30**	**2,158,656**	**51**	**814,932**	**19**	**0**	**0**	**0**	**0**		**814,932**	**19**
Lualaba	Dilolo	880,042	264,013	30	484,023	55	132,006	15	0	0	0	0	2	132,006	15
	Kapanga	484,587	121,147	25	290,752	60	72,688	15	0	0	0	0	2	72,688	15
	Kolwezi	369,610	147,844	40	203,286	55	18,481	5	0	0	0	0	2	18,481	5
	Lubudi	1,021,980	357,693	35	510,990	50	153,297	15	0	0	0	0	2	153,297	15
	Mutshatsha	703,655	281,462	40	316,645	45	105,548	15	0	0	0	0	2	105,548	15
	Sandoa	676,326	236,714	35	371,979	55	67,633	10	0	0	0	0	2	67,633	10
	Sous-totaux	**4,136,200**	**1,408,873**	**34**	**2,177,675**	**53**	**549,653**	**13**	**0**	**0**	**0**	**0**		**549,653**	**13**
Maï-Ndombe	Bolobo	250,041	75,012	30	112,518	45	62,510	25	0	0	0	0	3	62,510	25
	Inongo	681,035	238,362	35	340,518	50	102,155	15	0	0	0	0	2	102,155	15
	Kiri	339,805	152,912	45	135,922	40	50,971	15	0	0	0	0	2	50,971	15
	Kutu	680,520	374,286	55	204,156	30	102,078	15	0	0	0	0	2	102,078	15
	Kwamouth	225,234	67,570	30	112,617	50	45,047	20	0	0	0	0	3	45,047	20
	Mushie	222,550	144,658	65	44,510	20	33,383	15	0	0			2	33,383	15
	Oshwe	599,667	209,883	35	299,834	50	89,950	15	0	0			2	89,950	15
	Yumbi	215,782	75,524	35	97,102	45	43,156	20	0	0	0	0	3	43,156	20
	Sous-totaux	**3,214,634**	**1,338,207**	**42**	**1,347,177**	**42**	**529,250**	**16**	**0**	**0**	**0**	**0**		**529,250**	**16**
Maniema	Kabambare	591,971	177,591	30	207,190	35	147,993	25	59,197	10	0	0	3	207,190	35
	Kailo	195,339	58,602	30	78,136	40	48,835	25	9,767	5	0	0	3	58,602	30
	Kasongo	836,804	334,722	40	292,881	35	167,361	20	41,840	5	0	0	3	209,201	25
	Kibombo	259,833	64,958	25	116,925	45	64,958	25	12,992	5	0	0	3	77,950	30
	Kindu	359,199	107,760	30	161,640	45	71,840	20	17,960	5	0	0	3	89,800	25
	Lubutu	275,934	82,780	30	82,780	30	82,780	30	27,593	10			3	110,373	40
	Pangi	515,943	154,783	30	232,174	45	103,189	20	25,797	5			3	128,986	25
	Punia	235,185	58,796	25	94,074	40	70,556	30	11,759	5	0	0	3	82,315	35
	Sous-totaux	**3,270,208**	**1,039,992**	**32**	**1,265,800**	**39**	**757,512**	**23**	**206,905**	**6**	**0**	**0**		**964,417**	**29**

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Mongala	Bongandanga	734,162	256,957	35	330,373	45	146,832	20	0	0	0	0	3	146,832	20
	Bumba	915,400	228,850	25	503,470	55	183,080	20	0	0	0	0	3	183,080	20
	Lisala	649,448	162,362	25	324,724	50	162,362	25	0	0	0	0	3	162,362	25
	Sous-totaux	**2,299,010**	**648,169**	**28**	**1,158,567**	**50**	**492,274**	**21**	**0**	**0**	**0**	**0**		**492,274**	**21**
Nord-Kivu	Beni	381,171	133,410	35	133,410	35	76,234	20	38,117	10	0	0	3	114,351	30
	Butembo	725,170	326,327	45	253,809	35	108,776	15	36,259	5	0	0	3	145,035	20
	Goma	863,778	345,511	40	345,511	40	129,567	15	43,189	5	0	0	3	172,756	20
	Lubero	1,451,537	290,307	20	435,461	30	508,038	35	217,731	15	0	0	3	725,769	50
	Masisi	1,866,686	280,003	15	560,006	30	746,674	40	280,003	15			3	1,026,677	55
	Nyiragongo	431,889	129,567	30	151,161	35	129,567	30	21,594	5			3	151,161	35
	Oïcha	1,407,613	351,903	25	422,284	30	422,284	30	211,142	15			3	633,426	45
	Rutshuru	1,546,160	231,924	15	618,464	40	463,848	30	231,924	15			3	695,772	45
	Walikale	586,125	117,225	20	205,144	35	205,144	35	58,613	10	0	0	3	263,757	45
	Sous-totaux	**9,260,129**	**2,206,177**	**24**	**3,125,250**	**34**	**2,790,132**	**30**	**1,138,572**	**12**	**0**	**0**		**3,928,704**	**42**
Nord-Ubangi	Bosobolo	376,735	188,368	50	131,857	35	56,510	15	0	0	0	0	2	56,510	15
	Businga	544,006	272,003	50	217,602	40	54,401	10	0	0	0	0	2	54,401	10
	Gbadolite	156,038	85,821	55	54,613	35	15,604	10	0	0	0	0	2	15,604	10
	Mobayi-Mbongo	120,936	90,702	75	18,140	15	12,094	10	0	0	0	0	2	12,094	10
	Yakoma	354,933	195,213	55	106,480	30	53,240	15	0	0	0	0	2	53,240	15
	Sous-totaux	**1,552,648**	**832,107**	**54**	**528,692**	**34**	**191,849**	**12**	**0**	**0**	**0**	**0**		**191,849**	**12**
Sankuru	Katako-Kombe	393,087	78,617	20	235,852	60	78,617	20	0	0	0	0	3	78,617	20
	Kole	228,235	57,059	25	136,941	60	34,235	15	0	0	0	0	2	34,235	15
	Lodja	576,553	288,277	50	230,621	40	57,655	10	0	0	0	0	2	57,655	10
	Lomela	250,229	50,046	20	137,626	55	62,557	25	0	0	0	0	3	62,557	25
	Lubefu	523,290	209,316	40	235,481	45	78,494	15	0	0	0	0	2	78,494	15
	Lusambo	385,097	96,274	25	154,039	40	115,529	30	19,255	5	0	0	3	134,784	35
	Sous-totaux	**2,356,491**	**779,589**	**33**	**1,130,560**	**48**	**427,087**	**18**	**19,255**	**1**	**0**	**0**		**446,342**	**19**
Sud-Kivu	Bukavu	1,203,999	361,200	30	662,199	55	180,600	15	0	0	0	0	2	180,600	15
	Fizi	1,061,204	159,181	15	318,361	30	371,421	35	212,241	20	0	0	4	583,662	55
	Idjwi	357,955	71,591	20	161,080	45	107,387	30	17,898	5	0	0	3	125,285	35
	Kabare	1,306,188	261,238	20	587,785	45	326,547	25	130,619	10	0	0	3	457,166	35
	Kalehe	1,065,159	159,774	15	372,806	35	372,806	35	159,774	15	0	0	3	532,580	50
	Mwenga	945,814	141,872	15	331,035	35	331,035	35	141,872	15			3	472,907	50
	Shabunda	849,436	84,944	10	297,303	35	297,303	35	169,887	20			4	467,190	55
	Uvira	1,081,908	270,477	25	378,668	35	324,572	30	108,191	10			3	432,763	40
	Walungu	960,906	96,091	10	384,362	40	288,272	30	192,181	20	0	0	4	480,453	50
	Sous-totaux	**8,832,569**	**1,606,368**	**18**	**3,493,599**	**40**	**2,599,943**	**29**	**1,132,663**	**13**	**0**	**0**		**3,732,606**	**42**
Sud-Ubangi	Budjala	829,493	207,373	25	497,696	60	124,424	15	0	0	0	0	2	124,424	15
	Gemena	1,602,638	801,319	50	641,055	40	160,264	10	0	0	0	0	2	160,264	10
	Kungu	630,285	157,571	25	378,171	60	94,543	15	0	0	0	0	2	94,543	15
	Libenge	538,832	242,474	45	215,533	40	80,825	15	0	0	0	0	2	80,825	15
	Zongo	105,679	31,704	30	58,123	55	15,852	15	0	0	0	0	2	15,852	15
	Sous-totaux	**3,706,927**	**1,440,441**	**39**	**1,790,578**	**48**	**475,908**	**13**	**0**	**0**	**0**	**0**		**475,908**	**13**

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Tanganyika	Kabalo	286,112	85,834	30	114,445	40	71,528	25	14,306	5	0	0	3	85,834	30
	Kalemie	736,354	220,906	30	294,542	40	184,089	25	36,818	5	0	0	3	220,907	30
	Kongolo	557,897	167,369	30	195,264	35	167,369	30	27,895	5	0	0	3	195,264	35
	Manono	796,998	159,400	20	278,949	35	278,949	35	79,700	10	0	0	3	358,649	45
	Moba	551,281	165,384	30	192,948	35	165,384	30	27,564	5			3	192,948	35
	Nyunzu	293,897	102,864	35	117,559	40	73,474	25	0	0			3	73,474	25
	Sous-totaux	**3,222,539**	**901,757**	**28**	**1,193,707**	**37**	**940,793**	**29**	**186,283**	**6**	**0**	**0**		**1,127,076**	**35**
Tshopo	Bafwasende	158,722	47,617	30	71,425	45	31,744	20	7,936	5	0	0	3	39,680	25
	Banalia	193,934	29,090	15	116,360	60	38,787	20	9,697	5	0	0	3	48,484	25
	Basoko	257,833	51,567	20	128,917	50	64,458	25	12,892	5	0	0	3	77,350	30
	Isangi	425,698	106,425	25	234,134	55	85,140	20	0	0			3	85,140	20
	Kisangani	634,320	190,296	30	317,160	50	126,864	20	0	0			3	126,864	20
	Opala	198,859	49,715	25	109,372	55	39,772	20	0	0			3	39,772	20
	Ubundu	235,443	58,861	25	105,949	45	58,861	25	11,772	5			3	70,633	30
	Yahuma	137,682	34,421	25	82,609	60	20,652	15	0	0	0	0	2	20,652	15
	Sous-totaux	**2,242,491**	**567,992**	**25**	**1,165,926**	**52**	**466,278**	**21**	**42,297**	**2**	**0**	**0**		**508,575**	**23**
Tshuapa	Befale	273,157	68,289	25	136,579	50	68,289	25	0	0	0	0	3	68,289	25
	Boende	240,329	72,099	30	108,148	45	60,082	25	0	0	0	0	3	60,082	25
	Bokungu	521,502	156,451	30	208,601	40	156,451	30	0	0	0	0	3	156,451	30
	Djolu	316,297	94,889	30	126,519	40	94,889	30	0	0	0	0	3	94,889	30
	Ikela	292,852	87,856	30	131,783	45	73,213	25	0	0	0	0	3	73,213	25
	Monkoto	115,055	34,517	30	51,775	45	28,764	25	0	0	0	0	3	28,764	25
	Sous-totaux	**1,759,192**	**514,101**	**29**	**763,405**	**43**	**481,688**	**27**	**0**	**0**	**0**	**0**		**481,688**	**27**
Total Général		**129,088,935**	**42,023,903**	**32**	**58,224,108**	**45**	**25,231,810**	**20**	**3,609,146**	**3**	**0**	**0**		**28,840,956**	**23**

ANNEX 2: TABLEAU DETAILLE DES POPULATIONS PAR PHASE POUR LA PERIODE PROJÉTÉE DE JANVIER À JUIN 2027

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Bas Uélé	Aketi	237,848	35,677	15	142,709	60	59,462	25	0	0	0	0	3	59,462	25
	Ango	119,946	23,989	20	65,970	55	29,987	25	0	0	0	0	3	29,987	25
	Bambesa	144,115	36,029	25	79,263	55	28,823	20	0	0	0	0	3	28,823	20
	Bondo	291,306	58,261	20	145,653	50	87,392	30	0	0	0	0	3	87,392	30
	Buta	302,719	75,680	25	151,360	50	75,680	25	0	0	0	0	3	75,680	25
	Poko	259,791	64,948	25	129,896	50	64,948	25	0	0	0	0	3	64,948	25
	Sous-totaux	**1,355,725**	**294,584**	**22**	**714,851**	**53**	**346,292**	**26**	**0**	**0**	**0**	**0**		**346,292**	**26**
Equateur	Basankusu	761,984	228,595	30	419,091	55	114,298	15	0	0	0	0	2	114,298	15
	Bikoro	658,458	197,537	30	395,075	60	65,846	10	0	0	0	0	2	65,846	10
	Bolomba	919,015	183,803	20	505,458	55	229,754	25	0	0	0	0	3	229,754	25
	Bomongo	393,492	98,373	25	236,095	60	59,024	15	0	0	0	0	2	59,024	15
	Ingende	530,502	159,151	30	291,776	55	79,575	15	0	0			2	79,575	15
	Lukolela	366,438	91,610	25	201,541	55	73,288	20	0	0			3	73,288	20
	Makanza	250,266	75,080	30	137,646	55	37,540	15	0	0	0	0	2	37,540	15
	Mbandaka	776,205	194,051	25	465,723	60	116,431	15	0	0	0	0	2	116,431	15
	Sous-totaux	**4,656,360**	**1,228,200**	**26**	**2,652,405**	**57**	**775,756**	**17**	**0**	**0**	**0**	**0**		**775,756**	17
Haut-Katanga	Kambove	1,448,013	434,404	30	796,407	55	217,202	15	0	0	0	0	2	217,202	15
	Kasenga	995,676	298,703	30	448,054	45	248,919	25	0	0	0	0	3	248,919	25
	Kipushi	481,990	96,398	20	337,393	70	48,199	10	0	0	0	0	2	48,199	10
	Likasi	229,362	91,745	40	126,149	55	11,468	5	0	0	0	0	2	11,468	5
	Lubumbashi	3,842,916	1,537,166	40	2,113,604	55	192,146	5	0	0	0	0	2	192,146	5
	Mitwaba	472,629	141,789	30	189,052	40	118,157	25	23,631	5	0	0	3	141,788	30
	Pweto	917,352	229,338	25	321,073	35	275,206	30	91,735	10	0	0	3	366,941	40
	Sakania	381,330	114,399	30	209,732	55	57,200	15	0	0	0	0	2	57,200	15
	Sous-totaux	**8,769,268**	**2,943,942**	**34**	**4,541,464**	**52**	**1,168,497**	**13**	**115,366**	**1**	**0**	**0**		**1,283,863**	14
Haut-Lomami	Bukama	1,299,332	389,800	30	649,666	50	194,900	15	64,967	5	0	0	3	259,867	20
	Kabongo	912,834	228,209	25	547,700	60	136,925	15	0	0	0	0	2	136,925	15
	Kamina	757,240	227,172	30	416,482	55	113,586	15	0	0	0	0	2	113,586	15
	Kaniama	349,474	122,316	35	192,211	55	34,947	10	0	0	0	0	2	34,947	10
	Malemba-Nkulu	1,131,914	282,979	25	565,957	50	226,383	20	56,596	5	0	0	3	282,979	25
	Sous-totaux	**4,450,794**	**1,250,476**	**28**	**2,372,016**	**53**	**706,741**	**16**	**121,563**	**3**	**0**	**0**		**828,304**	19
Haut-Uele	Dungu	272,177	81,653	30	108,871	40	81,653	30	0	0	0	0	3	81,653	30
	Faradje	511,585	127,896	25	255,793	50	127,896	25	0	0	0	0	3	127,896	25
	Isiro	345,019	103,506	30	207,011	60	34,502	10	0	0	0	0	2	34,502	10
	Niangara	160,333	40,083	25	88,183	55	32,067	20	0	0	0	0	3	32,067	20
	Rungu	144,593	28,919	20	65,067	45	43,378	30	7,230	5	0	0	3	50,608	35
	Wamba	573,853	172,156	30	229,541	40	172,156	30	0	0	0	0	3	172,156	30
	Watsa	394,325	78,865	20	216,879	55	98,581	25	0	0	0	0	3	98,581	25
	Sous-totaux	**2,401,885**	**633,078**	**26**	**1,171,345**	**49**	**590,233**	**25**	**7,230**	**0**	**0**	**0**		**597,463**	25

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Ituri	Aru	1,349,282	472,249	35	472,249	35	337,321	25	67,464	5	0	0	3	404,785	30
	Bunia	387,063	116,119	30	174,178	45	77,413	20	19,353	5	0	0	3	96,766	25
	Djugu	2,447,627	367,144	15	856,669	35	734,288	30	489,525	20	0	0	4	1,223,813	50
	Irumu	968,867	290,660	30	339,103	35	242,217	25	96,887	10	0	0	3	339,104	35
	Mahagi	1,884,970	376,994	20	753,988	40	659,740	35	94,249	5	0	0	3	753,989	40
	Mambasa	507,045	76,057	15	228,170	45	177,466	35	25,352	5	0	0	3	202,818	40
	Sous-totaux	**7,544,854**	**1,699,223**	**23**	**2,824,357**	**37**	**2,228,445**	**30**	**792,830**	**11**	**0**	**0**		**3,021,275**	**41**
Kasaï	Dekese	163,707	65,483	40	81,854	50	16,371	10	0	0	0	0	2	16,371	10
	Ilebo	582,989	174,897	30	291,495	50	116,598	20	0	0	0	0	3	116,598	20
	Kamonia	2,182,409	545,602	25	1,200,325	55	436,482	20	0	0	0	0	3	436,482	20
	Luebo	441,843	88,369	20	198,829	45	154,645	35	0	0	0	0	3	154,645	35
	Mweka	745,488	186,372	25	372,744	50	186,372	25	0	0	0	0	3	186,372	25
	Tshikapa	409,289	81,858	20	204,645	50	122,787	30	0	0	0	0	3	122,787	30
	Sous-totaux	**4,525,725**	**1,142,581**	**25**	**2,349,892**	**52**	**1,033,255**	**23**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1,033,255**	**23**
Kasaï-Central	Demba	909,795	318,428	35	454,898	50	136,469	15	0	0	0	0	2	136,469	15
	Dibaya	691,669	103,750	15	345,835	50	242,084	35	0	0	0	0	3	242,084	35
	Dimbelenge	522,875	130,719	25	339,869	65	52,288	10	0	0	0	0	2	52,288	10
	Kananga	1,198,707	359,612	30	659,289	55	179,806	15	0	0	0	0	2	179,806	15
	Kazumba	1,085,759	434,304	40	434,304	40	217,152	20	0	0	0	0	3	217,152	20
	Luiza	1,008,891	504,446	50	403,556	40	100,889	10	0	0	0	0	2	100,889	10
	Sous-totaux	**5,417,696**	**1,851,259**	**34**	**2,637,751**	**49**	**928,688**	**17**	**0**	**0**	**0**	**0**		**928,688**	**17**
Kasaï-Oriental	Kabeya-Kamwanga	191,376	19,138	10	143,532	75	28,706	15	0	0	0	0	2	28,706	15
	Katanda	403,376	80,675	20	221,857	55	100,844	25	0	0	0	0	3	100,844	25
	Lupatapata	328,129	82,032	25	164,065	50	82,032	25	0	0	0	0	3	82,032	25
	Mbuji-Mayi	3,113,027	622,605	20	2,023,468	65	466,954	15	0	0	0	0	2	466,954	15
	Miabi	347,670	121,684	35	156,452	45	69,534	20	0	0	0	0	3	69,534	20
	Tshilenge	533,001	106,600	20	293,151	55	133,250	25	0	0	0	0	3	133,250	25
	Sous-totaux	**4,916,579**	**1,032,734**	**21**	**3,002,525**	**61**	**881,320**	**18**	**0**	**0**	**0**	**0**		**881,320**	**18**

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Kinshasa	Bandalungwa	972,102	340,236	35	486,051	50	145,815	15	0	0	0	0	2	145,815	15
	Barumbu	328,234	147,705	45	131,294	40	49,235	15	0	0	0	0	2	49,235	15
	Bumbu	895,572	268,672	30	447,786	50	179,114	20	0	0			3	179,114	20
	Kalamu	596,612	268,475	45	238,645	40	89,492	15	0	0			2	89,492	15
	Kasa Vubu	287,158	100,505	35	143,579	50	43,074	15	0	0			2	43,074	15
	Kimbanseke	2,128,903	745,116	35	958,006	45	425,781	20	0	0			3	425,781	20
	Kinshasa	361,752	144,701	40	162,788	45	54,263	15	0	0			2	54,263	15
	Kintambo	226,206	113,103	50	79,172	35	33,931	15	0	0			2	33,931	15
	Kisenso	936,010	280,803	30	468,005	50	187,202	20	0	0			3	187,202	20
	Lemba	695,989	208,797	30	382,794	55	104,398	15	0	0			2	104,398	15
	Limete	858,932	429,466	50	300,626	35	128,840	15	0	0			2	128,840	15
	Lingwala	462,195	184,878	40	207,988	45	69,329	15	0	0			2	69,329	15
	Masina	1,318,358	527,343	40	593,261	45	197,754	15	0	0			2	197,754	15
	Matete	623,279	280,476	45	249,312	40	93,492	15	0	0			2	93,492	15
	Mont Ngafula	845,861	296,051	35	422,931	50	126,879	15	0	0			2	126,879	15
	Ndjili	696,029	278,412	40	278,412	40	139,206	20	0	0			3	139,206	20
	Ngaba	393,269	137,644	35	176,971	45	78,654	20	0	0			3	78,654	20
	Ngaliema	1,676,654	754,494	45	670,662	40	251,498	15	0	0			2	251,498	15
	Ngiri-Ngiri	350,651	157,793	45	140,260	40	52,598	15	0	0			2	52,598	15
	Nsele	380,318	114,095	30	171,143	45	95,080	25	0	0			3	95,080	25
	Selembao	752,400	300,960	40	300,960	40	150,480	20	0	0	0	0	3	150,480	20
	Sous-totaux	**15,786,484**	**6,079,725**	**39**	**7,010,646**	**44**	**2,696,115**	**17**	**0**	**0**	**0**	**0**		**2,696,115**	**17**
Kongo-Central	Boma	347,286	138,914	40	156,279	45	52,093	15	0	0	0	0	2	52,093	15
	Kasangulu	489,077	268,992	55	195,631	40	24,454	5	0	0	0	0	2	24,454	5
	Kimvula	168,661	75,897	45	75,897	45	16,866	10	0	0	0	0	2	16,866	10
	Lukula	663,957	265,583	40	298,781	45	99,594	15	0	0	0	0	2	99,594	15
	Luozi	518,488	207,395	40	207,395	40	103,698	20	0	0			3	103,698	20
	Madimba	857,290	471,510	55	300,052	35	85,729	10	0	0			2	85,729	10
	Matadi	662,293	364,261	55	198,688	30	99,344	15	0	0			2	99,344	15
	Mbanza-Ngungu	1,415,200	707,600	50	495,320	35	212,280	15	0	0			2	212,280	15
	Moanda	693,299	311,985	45	277,320	40	103,995	15	0	0			2	103,995	15
	Seke-Banza	498,535	249,268	50	199,414	40	49,854	10	0	0			2	49,854	10
	Songololo	672,617	269,047	40	302,678	45	100,893	15	0	0			2	100,893	15
	Tshela	841,338	252,401	30	462,736	55	126,201	15	0	0	0	0	2	126,201	15
	Sous-totaux	**7,828,041**	**3,582,853**	**46**	**3,170,191**	**40**	**1,075,001**	**14**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1,075,001**	**14**
Kwango	Feshi	563,450	197,208	35	253,553	45	112,690	20	0	0	0	0	3	112,690	20
	Kahemba	627,893	156,973	25	345,341	55	125,579	20	0	0	0	0	3	125,579	20
	Kasongo-Lunda	1,136,381	397,733	35	454,552	40	284,095	25	0	0	0	0	3	284,095	25
	Kenge	1,038,481	363,468	35	571,165	55	103,848	10	0	0	0	0	2	103,848	10
	Popokabaka	288,290	100,902	35	115,316	40	72,073	25	0	0	0	0	3	72,073	25
	Sous-totaux	**3,654,495**	**1,216,284**	**33**	**1,739,927**	**48**	**698,285**	**19**	**0**	**0**	**0**	**0**		**698,285**	**19**

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Kwilu	Bagata	775,802	271,531	35	387,901	50	116,370	15	0	0	0	0	2	116,370	15
	Bandundu	309,606	92,882	30	170,283	55	46,441	15	0	0	0	0	2	46,441	15
	Bulungu	1,890,474	756,190	40	850,713	45	283,571	15	0	0	0	0	2	283,571	15
	Gungu	834,331	250,299	30	458,882	55	125,150	15	0	0	0	0	2	125,150	15
	Idiofa	1,941,897	873,854	45	873,854	45	194,190	10	0	0			2	194,190	10
	Kikwit	772,299	231,690	30	424,764	55	77,230	10	38,615	5			2	115,845	15
	Masi-Manimba	1,131,183	452,473	40	509,032	45	169,677	15	0	0	0	0	2	169,677	15
	Sous-totaux	**7,655,592**	**2,928,919**	**38**	**3,675,429**	**48**	**1,012,629**	**13**	**38,615**	**1**	**0**	**0**		**1,051,244**	**14**
Lomami	Kabinda	790,952	237,286	30	435,024	55	118,643	15	0	0	0	0	2	118,643	15
	Kamiji	117,316	41,061	35	52,792	45	23,463	20	0	0	0	0	3	23,463	20
	Lubao	641,199	192,360	30	320,600	50	128,240	20	0	0	0	0	3	128,240	20
	Luilu	1,015,467	355,413	35	456,960	45	203,093	20	0	0	0	0	3	203,093	20
	Mwene Ditu	794,681	238,404	30	397,341	50	158,936	20	0	0	0	0	3	158,936	20
	Ngandajika	912,784	273,835	30	456,392	50	182,557	20	0	0	0	0	3	182,557	20
	Sous-totaux	**4,272,399**	**1,338,359**	**31**	**2,119,109**	**50**	**814,932**	**19**	**0**	**0**	**0**	**0**		**814,932**	**19**
Lualaba	Dilolo	880,042	264,013	30	484,023	55	132,006	15	0	0	0	0	2	132,006	15
	Kapanga	484,587	121,147	25	290,752	60	72,688	15	0	0	0	0	2	72,688	15
	Kolwezi	369,610	184,805	50	166,325	45	18,481	5	0	0	0	0	2	18,481	5
	Lubudi	1,021,980	408,792	40	459,891	45	153,297	15	0	0	0	0	2	153,297	15
	Mutshatsha	703,655	281,462	40	316,645	45	105,548	15	0	0	0	0	2	105,548	15
	Sandoa	676,326	338,163	50	304,347	45	33,816	5	0	0	0	0	2	33,816	5
	Sous-totaux	**4,136,200**	**1,598,382**	**39**	**2,021,983**	**49**	**515,836**	**12**	**0**	**0**	**0**	**0**		**515,836**	**12**
Maï-Ndombe	Bolobo	250,041	75,012	30	112,518	45	62,510	25	0	0	0	0	3	62,510	25
	Inongo	681,035	204,311	30	374,569	55	102,155	15	0	0	0	0	2	102,155	15
	Kiri	339,805	135,922	40	152,912	45	50,971	15	0	0	0	0	2	50,971	15
	Kutu	680,520	340,260	50	238,182	35	102,078	15	0	0	0	0	2	102,078	15
	Kwamouth	225,234	78,832	35	101,355	45	45,047	20	0	0	0	0	3	45,047	20
	Mushie	222,550	133,530	60	55,638	25	33,383	15	0	0			2	33,383	15
	Oshwe	599,667	179,900	30	329,817	55	89,950	15	0	0			2	89,950	15
	Yumbi	215,782	75,524	35	97,102	45	43,156	20	0	0	0	0	3	43,156	20
	Sous-totaux	**3,214,634**	**1,223,291**	**38**	**1,462,093**	**45**	**529,250**	**16**	**0**	**0**	**0**	**0**		**529,250**	**16**
Maniema	Kabambare	591,971	177,591	30	177,591	30	177,591	30	59,197	10	0	0	3	236,788	40
	Kailo	195,339	68,369	35	58,602	30	58,602	30	9,767	5	0	0	3	68,369	35
	Kasongo	836,804	292,881	35	292,881	35	209,201	25	41,840	5	0	0	3	251,041	30
	Kibombo	259,833	77,950	30	116,925	45	64,958	25	0	0	0	0	3	64,958	25
	Kindu	359,199	107,760	30	143,680	40	89,800	25	17,960	5	0	0	3	107,760	30
	Lubutu	275,934	68,984	25	96,577	35	82,780	30	27,593	10			3	110,373	40
	Pangi	515,943	103,189	20	257,972	50	128,986	25	25,797	5			3	154,783	30
	Punia	235,185	58,796	25	82,315	35	70,556	30	23,519	10	0	0	3	94,075	40
	Sous-totaux	**3,270,208**	**955,520**	**29**	**1,226,543**	**38**	**882,474**	**27**	**205,673**	**6**	**0**	**0**		**1,088,147**	**33**

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Mongala	Bongandanga	734,162	220,249	30	330,373	45	183,541	25	0	0	0	0	3	183,541	25
	Bumba	915,400	183,080	20	457,700	50	228,850	25	45,770	5	0	0	3	274,620	30
	Lisala	649,448	129,890	20	324,724	50	194,834	30	0	0	0	0	3	194,834	30
	Sous-totaux	**2,299,010**	**533,219**	**23**	**1,112,797**	**48**	**607,225**	**26**	**45,770**	**2**	**0**	**0**		**652,995**	**28**
Nord-Kivu	Beni	381,171	133,410	35	114,351	30	95,293	25	38,117	10	0	0	3	133,410	35
	Butembo	725,170	290,068	40	253,809	35	145,034	20	36,259	5	0	0	3	181,293	25
	Goma	863,778	345,511	40	345,511	40	172,756	20	0	0	0	0	3	172,756	20
	Lubero	1,451,537	290,307	20	362,884	25	508,038	35	290,307	20	0	0	4	798,345	55
	Masisi	1,866,686	280,003	15	560,006	30	653,340	35	373,337	20			4	1,026,677	55
	Nyiragongo	431,889	172,756	40	129,567	30	107,972	25	21,594	5			3	129,566	30
	Oïcha	1,407,613	351,903	25	422,284	30	351,903	25	281,523	20			4	633,426	45
	Rutshuru	1,546,160	231,924	15	541,156	35	541,156	35	231,924	15			3	773,080	50
	Walikale	586,125	117,225	20	175,838	30	234,450	40	58,613	10	0	0	3	293,063	50
	Sous-totaux	**9,260,129**	**2,213,107**	**24**	**2,905,406**	**31**	**2,809,942**	**30**	**1,331,674**	**14**	**0**	**0**		**4,141,616**	**44**
Nord-Ubangi	Bosobolo	376,735	226,041	60	113,021	30	37,674	10	0	0	0	0	2	37,674	10
	Businga	544,006	217,602	40	244,803	45	81,601	15	0	0	0	0	2	81,601	15
	Gbadolite	156,038	85,821	55	62,415	40	7,802	5	0	0	0	0	2	7,802	5
	Mobayi-Mbongo	120,936	90,702	75	24,187	20	6,047	5	0	0	0	0	2	6,047	5
	Yakoma	354,933	212,960	60	88,733	25	53,240	15	0	0	0	0	2	53,240	15
	Sous-totaux	**1,552,648**	**833,126**	**54**	**533,159**	**34**	**186,364**	**12**	**0**	**0**	**0**	**0**		**186,364**	**12**
Sankuru	Katako-Kombe	393,087	117,926	30	216,198	55	58,963	15	0	0	0	0	2	58,963	15
	Kole	228,235	68,471	30	125,529	55	34,235	15	0	0	0	0	2	34,235	15
	Lodja	576,553	259,449	45	259,449	45	57,655	10	0	0	0	0	2	57,655	10
	Lomela	250,229	50,046	20	150,137	60	50,046	20	0	0	0	0	3	50,046	20
	Lubefu	523,290	235,481	45	209,316	40	78,494	15	0	0	0	0	2	78,494	15
	Lusambo	385,097	77,019	20	134,784	35	154,039	40	19,255	5	0	0	3	173,294	45
	Sous-totaux	**2,356,491**	**808,392**	**34**	**1,095,413**	**46**	**433,432**	**18**	**19,255**	**1**	**0**	**0**		**452,687**	**19**
Sud-Kivu	Bukavu	1,203,999	361,200	30	662,199	55	180,600	15	0	0	0	0	2	180,600	15
	Fizi	1,061,204	159,181	15	318,361	30	371,421	35	212,241	20	0	0	4	583,662	55
	Idjwi	357,955	71,591	20	178,978	50	107,387	30	0	0	0	0	3	107,387	30
	Kabare	1,306,188	261,238	20	587,785	45	326,547	25	130,619	10	0	0	3	457,166	35
	Kalehe	1,065,159	159,774	15	319,548	30	372,806	35	213,032	20	0	0	4	585,838	55
	Mwenga	945,814	94,581	10	331,035	35	331,035	35	189,163	20			4	520,198	55
	Shabunda	849,436	84,944	10	254,831	30	339,774	40	169,887	20			4	509,661	60
	Uvira	1,081,908	270,477	25	378,668	35	324,572	30	108,191	10			3	432,763	40
	Walungu	960,906	96,091	10	384,362	40	288,272	30	192,181	20	0	0	4	480,453	50
	Sous-totaux	**8,832,569**	**1,559,077**	**18**	**3,415,767**	**39**	**2,642,414**	**30**	**1,215,314**	**14**	**0**	**0**		**3,857,728**	**44**
Sud-Ubangi	Budjala	829,493	165,899	20	539,170	65	124,424	15	0	0	0	0	2	124,424	15
	Gemena	1,602,638	721,187	45	641,055	40	240,396	15	0	0	0	0	2	240,396	15
	Kungu	630,285	126,057	20	409,685	65	94,543	15	0	0	0	0	2	94,543	15
	Libenge	538,832	215,533	40	242,474	45	80,825	15	0	0	0	0	2	80,825	15
	Zongo	105,679	31,704	30	58,123	55	15,852	15	0	0	0	0	2	15,852	15
	Sous-totaux	**3,706,927**	**1,260,380**	**34**	**1,890,507**	**51**	**556,040**	**15**	**0**	**0**	**0**	**0**		**556,040**	**15**

Provinces	Territoires ou villes	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per	%		#per.	%
Tanganyika	Kabalo	286,112	85,834	30	100,139	35	85,834	30	14,306	5	0	0	3	100,140	35
	Kalemie	736,354	184,089	25	294,542	40	220,906	30	36,818	5	0	0	3	257,724	35
	Kongolo	557,897	167,369	30	223,159	40	139,474	25	27,895	5	0	0	3	167,369	30
	Manono	796,998	159,400	20	239,099	30	278,949	35	119,550	15	0	0	3	398,499	50
	Moba	551,281	165,384	30	220,512	40	165,384	30	0	0			3	165,384	30
	Nyunzu	293,897	88,169	30	132,254	45	73,474	25	0	0			3	73,474	25
	Sous-totaux	**3,222,539**	**850,245**	**26**	**1,209,705**	**38**	**964,021**	**30**	**198,569**	**6**	**0**	**0**		**1,162,590**	**36**
Tshopo	Bafwasende	158,722	31,744	20	79,361	50	39,681	25	7,936	5	0	0	3	47,617	30
	Banalia	193,934	29,090	15	106,664	55	48,484	25	9,697	5	0	0	3	58,181	30
	Basoko	257,833	38,675	15	141,808	55	64,458	25	12,892	5	0	0	3	77,350	30
	Isangi	425,698	85,140	20	212,849	50	106,425	25	21,285	5			3	127,710	30
	Kisangani	634,320	126,864	20	348,876	55	126,864	20	31,716	5			3	158,580	25
	Opala	198,859	39,772	20	109,372	55	49,715	25	0	0			3	49,715	25
	Ubundu	235,443	47,089	20	105,949	45	70,633	30	11,772	5			3	82,405	35
	Yahuma	137,682	27,536	20	82,609	60	27,536	20	0	0	0	0	3	27,536	20
	Sous-totaux	**2,242,491**	**425,910**	**19**	**1,187,488**	**53**	**533,796**	**24**	**95,298**	**4**	**0**	**0**		**629,094**	**28**
Tshuapa	Befale	273,157	54,631	20	122,921	45	95,605	35	0	0	0	0	3	95,605	35
	Boende	240,329	72,099	30	96,132	40	72,099	30	0	0	0	0	3	72,099	30
	Bokungu	521,502	156,451	30	208,601	40	156,451	30	0	0	0	0	3	156,451	30
	Djolu	316,297	94,889	30	126,519	40	94,889	30	0	0	0	0	3	94,889	30
	Ikela	292,852	102,498	35	131,783	45	58,570	20	0	0	0	0	3	58,570	20
	Monkoto	115,055	40,269	35	51,775	45	23,011	20	0	0	0	0	3	23,011	20
	Sous-totaux	**1,759,192**	**520,837**	**30**	**737,731**	**42**	**500,625**	**28**	**0**	**0**	**0**	**0**		**500,625**	**28**
Total Général		**129,088,935**	**40,003,703**	**31**	**58,780,500**	**46**	**26,117,608**	**20**	**4,187,157**	**3**	**0**	**0**		**30,304,765**	**23**